
BHARAT SUMMIT
DELIVERING GLOBAL JUSTICE
April 25-26, 2025 | HICC, Hyderabad, Telangana
100+ NATIONS
WORLD'S BIGGEST GATHERING OF PROGRESSIVES
PROGRESSIVE ALLIANCE
ALLIANCE PROGRESSISTE
ALIANZA PROGRESISTA
2025

Table des matières

2 Échanges de réseau

- Le Collectif des voix progressistes pour une politique étrangère féministe
- Conférence d'Hyderabad
- Forum de Berlin sur la communication politique
- Conférence de l'Alliance sociale-démocrate dans le monde arabe
- Conférence de l'Alliance progressiste des Amériques
- Conférence sur l'égalité de genre
- Premier Laboratoire de la démocratie de Gaborone
- COP30

21 Réunions du Conseil

- Hyderabad, Inde
- Buenos Aires, Argentine

26 Résolutions et déclarations

- Élections au Bélarus : une tentative vaine de légitimer un régime répressif
- Ensemble pour une paix juste et durable : l'Alliance progressiste se tient aux côtés de l'Ukraine face à l'agression russe

- Journée internationale des droits des femmes 2025
- Déclaration sur le Nicaragua
- Déclaration d’Hyderabad : délivrer la justice mondiale
- COP30 en Amazonie : justice climatique et transition juste comme voies vers l’avenir
- Solutions politiques pour une paix juste en Palestine et au Moyen-Orient
- Engagement progressiste en faveur des droits des femmes et de leur pleine participation politique
- Résolution sur le recul démocratique et la persécution politique en Thaïlande
- L’Alliance progressiste dénonce la répression transnationale et les crimes commis dans les prisons de la dictature Ortega-Murillo au Nicaragua
- Résolution sur la situation en République kirghize
- Déclaration sur les conditions nécessaires à des élections pacifiques en Haïti
- Résolutions sur la guerre civile au Myanmar et les élections illégitimes
- Renforcer et élargir les liens avec les membres associés et les think tanks
- Pour la démocratie et l’internationalisme : appel progressiste au débat collectif et à l’action politique

70 Réunions du Comité financier et du Présidium

LE MOT

La coopération et le dialogue restent essentiels pour relever les défis de notre époque. En 2025, les institutions multilatérales et la coopération internationale ont continué d'évoluer dans un environnement mondial tendu et incertain. Les conflits persistants, les répressions et les pressions économiques ont touché des régions du monde entier, tandis que les recompositions d'alliances et l'influence croissante des forces anti-démocratiques soulignaient la nécessité d'une orientation politique claire et d'une action collective soutenue.

La feuille de route de notre réponse a été tracée lors de la Convention de 2024. En tant que progressistes, socialistes et sociaux-démocrates, nous avons réaffirmé que

nos engagements communs en faveur de la liberté, de la justice sociale, de la solidarité, de l'égalité des genres et de l'internationalisme doivent se traduire non seulement dans des principes, mais aussi dans un travail politique coordonné.

En 2025, l'Alliance progressiste s'est attachée à consolider cet agenda, à renforcer les plateformes d'échange et à faire progresser des positions communes en soutien aux droits humains et aux libertés démocratiques.

Tout au long de l'année, des initiatives portées par les membres ont façonné le travail de l'Alliance. Des échanges de réseau en Inde et en Argentine ont favorisé le dialogue entre les régions et renforcé la coopération sur les questions de justice globale, de démocratie et d'internationalisme. Les discussions et prises de position politiques sur la paix et la sécurité, les reculs en matière de droits des femmes et l'urgence climatique ont été approfondies lors de rencontres organisées en Irak, en Suisse et au Brésil, sous la conduite et selon les priorités de nos partis membres.

La démocratie interne et la transparence de l'Alliance ont été renforcées par le fonctionnement actif de ses organes. Les coordinateurs régionaux, le Comité financier, le Conseil et le Présidium ont chacun joué leur rôle pour assurer la coordination politique, une gouvernance saine et la responsabilité à travers le réseau.

Les défis auxquels notre mouvement est confronté restent considérables, tant au niveau national qu'international. En 2025, l'Alliance progressiste a poursuivi son travail en s'appuyant sur les initiatives de ses membres. L'Alliance a consolidé la coopération entre les régions, aligné les positions politiques et fait vivre son engagement en faveur de l'action collective. Cette approche constante, animée par ses membres, reste le fondement de notre travail et la base pour faire progresser le changement progressiste dans les années à venir.

En solidarité,
Machris Cabreros
Coordinatrice mondiale

ÉCHANGES DE RÉSEAU

En 2025, l'Alliance progressiste a rassemblé des partis membres, des membres associés et des partenaires de toutes les régions par le biais d'échanges en réseau qui ont favorisé le dialogue, la coordination et l'action politique commune. Convoqués par des plateformes régionales et thématiques, ces échanges ont permis d'aborder des priorités partagées et de soutenir la mise en œuvre du programme politique de l'Alliance dans un contexte mondial complexe.

LE COLLECTIF DES VOIX PROGRESSISTES POUR UNE POLITIQUE ÉTRANGÈRE FÉMINISTE

19-20 mars 2025, New York

Lors de la 69e session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies, le Collectif des voix progressistes pour une politique étrangère féministe, coprésidé par Ann Linde (membre du conseil d'administration de l'Alliance progressiste) et Machris Cabreros (coordinatrice mondiale de l'Alliance progressiste), s'est réuni avec des leaders féministes et des décideurs politiques afin de réaffirmer que la politique étrangère féministe constitue un cadre transformateur pour la paix, la démocratie et l'égalité.
Le Collectif a examiné comment les acteurs progressistes peuvent utiliser la politique étrangère féministe pour résister au recul mondial des droits des femmes et faire progresser la coopération internationale inclusive.

S'appuyant sur ces discussions, le collectif a collaboré avec des experts mondiaux et des organisations partenaires afin d'examiner comment la politique étrangère féministe se traduit en actions concrètes, d'identifier les engagements nécessaires pour faire progresser l'égalité des sexes et d'évaluer comment les acteurs progressistes peuvent renforcer la coopération internationale grâce aux principes féministes. Ces échanges ont permis d'approfondir le travail du collectif visant à transformer les cadres de la politique étrangère féministe en stratégies concrètes dans différentes régions.





CONFÉRENCE D'HYDERABAD

25-26 avril 2025, Inde



« La démocratie ne survit que lorsque la justice se traduit concrètement dans la vie des peuples. Les progressistes doivent se rassembler pour défendre les valeurs démocratiques, combattre les inégalités et travailler au-delà des frontières pour un ordre mondial juste, fondé sur la dignité et la paix. »

Rahul Gandhi
Chef de l'opposition à la Lok Sabha, Congrès national indien, et membre du Présidium de l'Alliance progressiste

L'Alliance progressiste, en collaboration avec le Congrès national indien, a organisé la conférence internationale « Delivering Global Justice » (Instaurer la justice mondiale) les 25 et 26 avril à Hyderabad. Cette rencontre a réuni des dirigeants de parti , des fonctionnaires, des penseurs et des jeunes du monde entier afin d'aborder les défis mondiaux communs et de faire progresser un programme commun en matière de justice, de démocratie et de solidarité.

Au cours de ces deux jours, des tables rondes thématiques ont exploré la justice et l'égalité entre les sexes, les stratégies de lutte contre la désinformation, l'engagement politique des jeunes, la justice climatique et économique, les approches pour surmonter la polarisation et les voies vers la paix.

Les discussions ont mis en évidence la nécessité de renforcer la participation démocratique, de lutter contre la désinformation, d'accélérer une transition juste, de promouvoir des politiques économiques plus équitables et de rétablir la confiance et l'inclusion dans des sociétés de plus en plus divisées.

La conférence s'est conclue par le lancement de la Déclaration d'Hyderabad. Cette déclaration établit un cadre commun pour remodeler l'économie mondiale, faire progresser la justice environnementale et la justice entre les sexes, défendre la démocratie et renouveler la coopération multilatérale.








April 25-26, 2025
Hyderabad
DELEGATE



FORUM DE BERLIN SUR LA COMMUNICATION POLITIQUE

29 juin - 1er juillet 2025, Berlin

L'Alliance progressiste s'est jointe à des spécialistes de la communication de partis frères du réseau mondial lors du Forum de Berlin sur la communication politique, organisé par la Foundation-Friedrich-Ebert. Le Forum a servi de plateforme clé pour échanger sur la manière dont les progressistes communiquent dans un paysage informationnel en rapide évolution.

Le Forum 2025 s'est concentré sur le défi central que représente le rétablissement de la confiance avec la classe ouvrière, en explorant comment les acteurs progressistes peuvent renouer des liens avec les citoyens grâce à des récits crédibles, un engagement empathique et des stratégies de communication fondées sur des preuves.

CONFÉRENCE DE L'ALLIANCE SOCIALE-DÉMOCRATE DANS LE MONDE ARABE

27-30 août 2025, Souleimaniye



« En ces temps de turbulences, l'aspiration à un avenir meilleur est évidente. Au Moyen-Orient comme ailleurs dans le monde, les peuples réclament un avenir fondé non sur la guerre et les divisions, mais sur l'espoir, les opportunités et la justice. »

Bafel Jalal Talabani
Président de l'Union patriotique du Kurdistan (PUK) et membre du Présidium de l'Alliance progressiste

Du 27 au 30 août, les partis membres, les organisations associées et les invités de l'Alliance progressiste se sont réunis à Sulaymaniyah pour un programme de quatre jours organisé avec l'Alliance sociale-démocrate dans le monde arabe et accueilli par l'Union patriotique du Kurdistan.

Les réunions comprenaient la Conférence arabe des femmes, le Dialogue politique kurde-arabe et la Conférence de l'Alliance sociale-démocrate arabe. Ce rassemblement a réuni des participants de toute la région afin d'analyser la situation au Moyen-Orient, d'approfondir la compréhension entre les acteurs politiques et leurs luttes, et d'échanger sur un programme commun fondé sur la justice, la solidarité et la paix.

Tout au long de la conférence, des tables rondes et des séances de travail ont permis d'examiner les défis communs et les voies pratiques à suivre, notamment le renforcement du leadership et de la participation des femmes, la garantie des droits et de la représentation dans les contextes de transition, la création d'alliances nationales, régionales et internationales pour la démocratie et les droits humains, le respect de la diversité en tant que pilier des États démocratiques unifiés, les développements dans la cause palestinienne et leurs impacts régionaux, et les perspectives de renouvellement de la social-démocratie dans la région.









CONFÉRENCE DE L'ALLIANCE PROGRESSISTE DES AMÉRIQUES

18-19 septembre 2025, Buenos Aires

Des dirigeants progressistes de toutes les Amériques se sont réunis à Buenos Aires, en Argentine, sous le thème « Pour la démocratie et l'internationalisme ». À l'heure où la démocratie et le multilatéralisme sont confrontés à des menaces mondiales coordonnées, l'Alliance progressiste des Amériques s'est réunie pour échanger des expériences, renforcer la solidarité et définir une action collective.

La conférence a réuni des représentants des partis membres et des membres associés afin d'examiner les dynamiques régionales et internationales et de partager des stratégies pour défendre la démocratie, les droits humains et la justice sociale à une époque de polarisation et d'inégalités.

« Notre tâche est de défendre la dignité humaine par le droit international et de construire la solidarité dont nos peuples ont besoin. »

Mónica Fein
Présidente du Parti socialiste d'Argentine





« Nous, démocrates, devons renforcer notre coopération et élever nos voix face aux attaques contre l'État de droit — où qu'elles se produisent. »

Heraldo Muñoz
Ancien ministre des Affaires étrangères du Chili

Les discussions importantes sont résumées dans la Déclaration de Buenos Aires, une feuille de route pour le débat collectif et l'action politique visant à défendre la démocratie, à construire des sociétés inclusives et à promouvoir un ordre mondial plus juste et fondé sur des règles.

Discussions clés

Groupe de travail sur l'égalité des sexes

Échange avec des organisations féministes et LGBTQI+ sur la lutte contre la misogynie, le recul des droits et la mobilisation de l'extrême droite à travers les Amériques.

Groupes de réflexion et membres associés

Alignement sur la coordination, l'élaboration de programmes et les priorités en matière de communication afin de renforcer la coopération transnationale avant 2026.





« Notre tâche est de transformer la solidarité en actions concrètes, afin que la démocratie puisse protéger la dignité des peuples et garantir un progrès partagé entre les régions. »

Jameson Timba
Sénateur, Citizens Coalition for Change (Zimbabwe), et membre du Présidium de l'Alliance progressiste

Panels
L'Amérique latine à la croisée des chemins

Évaluation de la dynamique politique régionale, y compris l'influence des États-Unis et les développements en Argentine, ainsi que les réponses progressistes à la polarisation et à l'extrême droite.

Pour la démocratie et le multilatéralisme : faire face aux menaces mondiales de l'extrême droite

Discussion comparative sur les stratégies transnationales de la droite, les risques électoraux et la nécessité d'une coordination internationale plus forte entre les forces progressistes.

En parallèle de la conférence, le Conseil de l'Alliance progressiste s'est également réuni et a adopté des textes politiques clés, réaffirmant l'engagement de l'Alliance en faveur d'une action coordonnée pour la défense de la démocratie.



CONFÉRENCE SUR L'ÉGALITÉ DES SEXES

24-25 octobre 2025, Lucerne

L'Alliance progressiste, en partenariat avec le Parti socialiste suisse, a réuni des ministres, des parlementaires et des dirigeantes d'organisations féminines de 47 pays pour la conférence internationale « Promouvoir le leadership politique féministe et garantir la paix ». La réunion a abordé la question de la montée des réactions hostiles aux droits des femmes et a réaffirmé que le leadership féministe était essentiel au renouveau démocratique et à la sécurité collective.

Les discussions ont mis en évidence la manière dont le leadership féministe peut lutter contre les inégalités, la violence politique et la montée des mouvements anti-droits, ainsi que contre la propagation du harcèlement sexiste en ligne qui limite la participation démocratique.



Leadership féministe en temps d'incertitude

Les premières sessions ont examiné la manière dont le leadership féministe peut faire face aux inégalités, à la violence politique et à la résurgence des mouvements hostiles aux droits.

Les participant·es ont souligné que la représentation, à elle seule, ne suffit pas : les femmes doivent disposer de la sécurité, des ressources et de l'autorité nécessaires pour transformer les institutions politiques et les récits dominants. Les échanges ont réaffirmé que la démocratie ne peut prospérer sans la voix et le leadership des femmes à tous les niveaux de prise de décision.

Lutte contre les violences de genre en ligne

La conférence a abordé l'instrumentalisation des plateformes numériques utilisées pour réduire les femmes au silence et polariser les sociétés. Les violences en ligne ont été identifiées comme une menace structurelle à la participation démocratique, appelant à un renforcement de la régulation, de la responsabilité des plateformes et de l'éducation féministe. Les participant·es ont mis en garde contre une réaction coordonnée contre les droits des femmes et ont réaffirmé que l'égalité, la démocratie et la paix doivent être défendues à la fois hors ligne et en ligne.

Femmes, paix et sécurité

Les sessions finales ont transformé la réflexion en stratégie, en mettant l'accent sur la participation des femmes aux processus de consolidation de la paix et de gouvernance dans les contextes de conflit et d'après-conflit. Des exemples issus de différentes régions ont montré comment une diplomatie inclusive et la justice de genre renforcent les processus de négociation et contribuent à rétablir la confiance dans des sociétés divisées. Les réseaux civiques de femmes sont déjà à l'avant-garde des efforts de réconciliation — démontrant que la paix durable doit être fondée sur l'égalité et l'inclusion.

« Ensemble, nous devons construire un nouveau pacte mondial de soin, de justice et de solidarité — en transformant l'incertitude en espoir, et l'espoir en action. »

Márcia Lopes
Ministre des Femmes du Brésil



« Des forces cherchent à restreindre les droits humains et les droits des femmes — des tentatives délibérées visant à priver les femmes de leur place dans la vie publique… C'est pourquoi nous devons le dire clairement : sans égalité, il n'y a ni démocratie, ni liberté, ni paix. »



Elisabeth Baume-Schneider
Conseillère fédérale, Suisse





1ER LABORATOIRE DE LA DÉMOCRATIE DE GABORONE

27-29 octobre 2025, Gaborone

L'Alliance progressiste s'est jointe à des dirigeants politiques, des syndicats, des jeunes et des représentants de la société civile de toute l'Afrique lors du premier Laboratoire de la démocratie de Gaborone au Botswana, organisé par la Fondation Friedrich Ebert en partenariat avec Afrobarometer. Sous le thème « Les institutions démocratiques doivent à nouveau tenir leurs promesses — Explorer un nouveau lien entre démocratie et justice sociale », le laboratoire a réuni des participants de plus de 16 pays du continent africain afin d'échanger leurs points de vue et de co-créer des stratégies visant à faire en sorte que la démocratie porte ses fruits grâce à l'inclusion, au respect et à la justice.

Pour l'Alliance progressiste, le Lab de Gaborone a été un espace d'apprentissage et d'échange avec les progressistes africains qui promeuvent des visions de gouvernance centrées sur la communauté et décoloniales. Il a souligné une détermination commune à reconstruire la démocratie à partir de zéro, fondée sur la confiance, la participation et la recherche commune de la justice et de l'égalité.

« La démocratie doit être plus qu'un rituel — elle doit être une relation fondée sur la confiance. Nos peuples ne perdent pas foi en la démocratie ; ils perdent foi en sa capacité à produire des résultats. C'est pourquoi nous avons besoin d'un nouveau contrat social entre les citoyennes et citoyens et les institutions — un contrat qui permette à la démocratie d'apporter à nouveau dignité et opportunités. »



S.E. Ndaba Gaolathe
Vice-président de la République du Botswana


Gaborone
Democracy
Lab


AFROBAROMETER
Friedrich Ebert Stiftung
Gaborone Democracy Lab
Shaping


AFROBAROMETER
Friedrich Ebert Stiftung

COP30

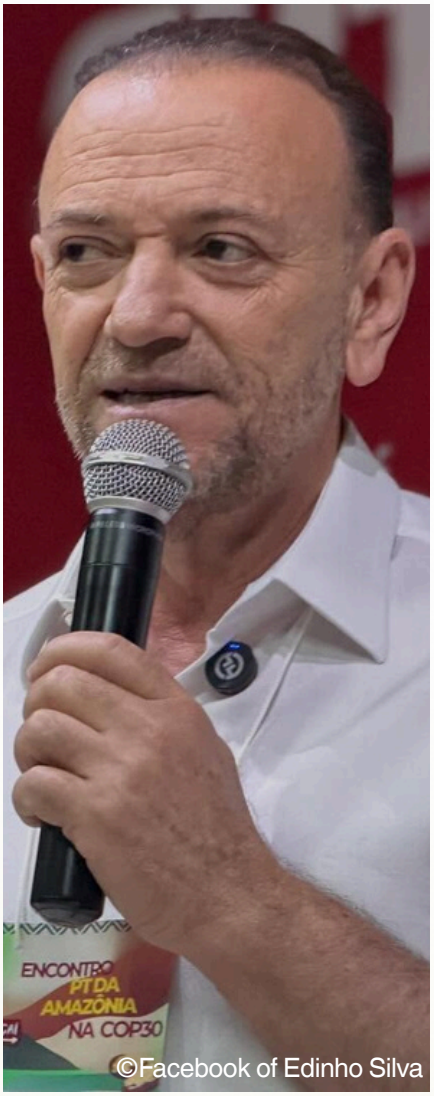
12-16 novembre 2025, Belém

L'Alliance progressiste a mené une série d'actions à Belém avant la COP30, présentant son document de position pour la COP30 et travaillant avec les forces progressistes brésiliennes pour faire avancer les priorités communes en matière de justice climatique et de coopération démocratique. L'Alliance a souligné la nécessité d'une coordination plus forte entre les mouvements de centre-gauche afin de poursuivre un Pacte vert mondial et de faire face aux forces d'extrême droite et climatosceptiques qui sapent les institutions démocratiques et l'action climatique efficace.

Les échanges avec la société civile et les organisations communautaires ont montré comment les luttes environnementales et sociales locales s'inscrivent dans le cadre plus large de la lutte pour la justice climatique. Ces discussions ont permis d'approfondir la connaissance des réalités sur le terrain en Amazonie et ont réaffirmé l'importance des solutions qui protègent

« L'urgence climatique exige une transition énergétique juste et inclusive. La science doit prévaloir sur le négationnisme, et l'action climatique doit être juste et inclusive pour toutes et tous. »

Edinho Silva
Président du Parti des travailleurs (PT), Brésil



©Facebook of Edinho Silva

les communautés, défendent les droits et soutiennent une transition écologique juste.

Un dialogue organisé par les partis progressistes brésiliens a renforcé la convergence autour du rôle du pays dans les négociations mondiales sur le climat. Les participants ont affirmé qu'une transition écologique doit garantir la durabilité et l'égalité, de l'Amazonie au reste du monde, et se sont engagés à poursuivre leur travail collectif au-delà de la COP30 afin de faire progresser la justice climatique.





RÉUNIONS DU CONSEIL

En 2025, le Conseil de l'Alliance progressiste s'est réuni à Hyderabad et à Buenos Aires en tant que principal espace de décision politique collective de l'Alliance. Réunissant les partis politiques membres élus au Conseil, ces réunions ont défini le mandat politique de l'Alliance en débattant des évolutions majeures, en adoptant des positions communes et en orientant l'action politique globale du réseau.

HYDERABAD, INDE

26 avril 2025

Le Conseil de l'Alliance progressiste s'est réuni à Hyderabad et a adopté des décisions clés orientant le travail de l'Alliance pour 2025. Les membres ont approuvé des échanges de réseaux régionaux afin de contrer la montée des forces d'extrême droite, de répondre aux conflits en cours et de renforcer l'action politique en faveur de l'égalité de genre. Le Conseil a adopté la Déclaration de la conférence, qui définit un engagement commun en faveur de la défense de la démocratie, du développement inclusif, de l'égalité entre les femmes et les hommes, de la promotion de la paix et de la lutte contre la désinformation. Le Conseil a également adopté une résolution sur le Nicaragua et consolidé les plans d'action triennaux présentés par les réseaux régionaux. Par ailleurs, les membres ont tenu un échange stratégique avec la direction du Congrès national indien sur la politique internationale de l'Inde et son rôle dans la coopération mondiale.



La réunion du Conseil s'est conclue par un engagement commun à faire avancer les priorités de l'Alliance progressiste en 2025 et à soutenir une action politique coordonnée dans toutes les régions.





BUENOS AIRES, ARGENTINE

19 septembre 2025



Le Conseil de l'Alliance progressiste s'est réuni à Buenos Aires afin de faire avancer le travail politique de l'Alliance et d'adopter des résolutions clés guidant son action collective. La réunion a réaffirmé l'engagement du réseau en faveur de la défense de la démocratie, de la promotion de l'égalité et du renforcement de la solidarité internationale dans toutes les régions.

Le Conseil a examiné les évolutions politiques affectant les partis membres, étudié des propositions relatives au programme de travail pour 2026 et reçu des informations sur les demandes d'adhésion ainsi que sur la situation financière de l'Alliance. Les membres ont souligné l'importance d'une coordination régionale renforcée face aux menaces croissantes pesant sur la démocratie, les droits humains et la coopération multilatérale.

Les textes adoptés comprennent des résolutions sur la justice climatique et une transition juste dans la perspective de la COP30 ; les droits des femmes et leur pleine participation politique ; des solutions politiques pour une paix juste en Palestine et au Moyen-Orient ; ainsi que la défense de la démocratie et des droits humains au Nicaragua, au Kirghizistan et en Thaïlande. D'autres résolutions ont porté sur les crises humanitaires et démocratiques en Haïti et au Myanmar, appelant à la création de conditions permettant des processus politiques pacifiques et fondés sur les droits.

Le Conseil a également pris acte du rapport de l'auditeur pour l'exercice comptable 2024, qui a confirmé que la gestion financière de l'Alliance était conforme aux objectifs statutaires et aux réglementations applicables, et que les comptes étaient dûment documentés et vérifiés.


DIPUTADOS
ARGENTINA
Por la democracia y
el internacionalismo


DIPUTADOS
ARGENTINA
DIPUTADOS
ARGENTINA
Equipo
Equidad
Género



RÉSOLUTIONS ET DÉCLARATIONS

En 2025, l'Alliance progressiste a agi en solidarité pour défendre ses valeurs fondamentales de démocratie, de droits humains et de justice sociale à travers une série de résolutions et de déclarations répondant à des évolutions politiques majeures à l'échelle mondiale. Ces textes ont exprimé un soutien collectif aux partis frères et aux forces démocratiques confrontés à la répression, ont dénoncé les atteintes aux libertés fondamentales et ont affirmé des positions progressistes en faveur de la paix, de l'égalité de genre, de la justice climatique et de la coopération internationale. Ensemble, ils ont reflété l'engagement commun de l'Alliance en faveur d'une action politique fondée sur des principes et sur la solidarité internationale.

ÉLECTIONS EN BIÉLORUSSIE : UNE TENTATIVE FUTILE DE LÉGITIMER UN RÉGIME RÉPRESSIF

28 Janvier 2025

La restauration d'un véritable système multipartite et le rétablissement des libertés fondamentales sont essentiels pour que le Belarus puisse aller de l'avant.

L'Alliance Progressiste ne reconnaît pas les élections présidentielles illégitimes qui ont eu lieu en Biélorussie le 26 janvier 2025. Organisées dans un climat de répression et de peur généralisées, ces élections n'ont pas respecté les normes démocratiques internationales et nationales les plus élémentaires et n'ont servi qu'à prolonger le régime autoritaire de Loukachenko.

Pour préparer les élections, le régime de Minsk a démantelé toute l'opposition politique en dissolvant les partis démocratiques, y compris le Parti social-démocrate biélorusse (Hramada), membre à part entière de l'Alliance Progressiste fondée en 1991. Les médias indépendants, les associations publiques, les syndicats et les institutions religieuses ont été systématiquement supprimés.

Des personnes dissidentes ont été condamnées quotidiennement sous des accusations arbitraires, souvent sans représentation légale. La persécution des opposants politiques et la suppression générale des droits civils et politiques se poursuivent sans relâche depuis 2020, contraignant plus de 500 000 Bélarussiens à l'exil.

En dépit des affirmations du régime, le maintien prolongé de Loukachenko au pouvoir n'a apporté ni la sécurité, ni la paix, ni le progrès. Au contraire, il a entraîné une aggravation du déclin économique, une régression sociale et une dépendance accrue à l'égard des forces extérieures, en particulier de la Russie. Ces soi-disant élections, organisées sans véritable alternative politique, n'offrent aucune

solution aux véritables défis auxquels est confronté le peuple biélorusse et isolent encore davantage le pays de la communauté internationale.

L'Alliance Progressiste réaffirme son soutien indéfectible à la démocratie en Biélorussie. Nous condamnons fermement les attaques du régime contre les personnalités de l'opposition, les médias, les syndicats et les organisations de la société civile, et appelons à la libération immédiate de tous les prisonniers politiques. La restauration d'un véritable système multipartite et le rétablissement des libertés fondamentales sont essentiels pour que le Belarus puisse aller de l'avant.

Nous exhortons les gouvernements démocratiques et les organisations internationales à prendre des mesures décisives en augmentant la pression diplomatique et économique sur le régime tout en renforçant le soutien à la société civile biélorusse et aux forces démocratiques qui luttent pour le changement. Seule une solidarité internationale inébranlable permettra au peuple biélorusse de recouvrer ses droits et de construire un avenir fondé sur la liberté, la justice et la dignité.



CC BY-SA 4.0 / Wikimedia Commons

ENSEMBLE POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE : L'ALLIANCE PROGRESSISTE SE TIENT AUX CÔTÉS DE L'UKRAINE CONTRE L'AGRESSION RUSSE

25 Février 2025

Le 24 février, alors que nous commémorons le troisième anniversaire de la guerre totale de la Russie contre l'Ukraine, l'Alliance progressiste réitère sa condamnation de l'autocratie et des ambitions impérialistes. Nous avons pris la parole pour la première fois en février 2022, lorsque nous avons condamné sans équivoque l'attaque non provoquée de la Russie. Notre engagement envers l'Ukraine reste inébranlable. L'agression en cours a causé d'immenses souffrances – des dizaines de milliers de morts ou de blessés, parmi lesquels des femmes, des enfants, des personnes âgées et d'autres communautés vulnérables – et a sapé les démocraties bien au-delà des frontières ukrainiennes.

L'Ukraine doit être à la table des négociations

Nous rejetons catégoriquement toute négociation qui exclurait l'Ukraine et l'Europe. Les pourparlers menés « au-dessus de la tête de l'Ukraine » – que ce soit à Riyad ou ailleurs – risquent d'entraîner des concessions démesurées à l'agresseur, de porter atteinte à la souveraineté et à l'autonomie de l'Ukraine, et de mettre en péril la sécurité mondiale. Une paix véritablement juste et durable doit être définie en premier lieu par le peuple ukrainien, dont le courage et la résilience inspirent tous ceux qui luttent contre l'oppression. L'avenir de la sécurité européenne ne peut être débattu qu'avec l'Europe.

Dénoncer la désinformation, exiger des comptes

Les récentes tentatives d'accuser l'Ukraine de manquer de volonté pour mettre fin à la guerre ou de dénigrer un État indépendant sont des mensonges flagrants qui sapent le droit international. En lançant cette invasion à grande échelle en 2022 – après l'annexion illégale de la Crimée et l'invasion du Donbass en 2014 – la Russie se révèle, sans conteste, comme l'agresseur, commettant de graves violations des principes fondamentaux qui garantissent la souveraineté des États et protègent les civils. Nous insistons pour que les responsables des crimes de guerre soient pleinement tenus pour compte : les actions de la Cour pénale internationale, les mandats de la Charte des Nations unies et les principes essentiels des Conventions de Genève doivent être rigoureusement respectés. Le non-respect de la justice n'encouragera qu'une nouvelle série d'actes d'agression et alimentera les revendications irrédentistes ailleurs dans le monde.

Rejeter l'exploitation autoritaire et préserver la sécurité mondiale

La guerre a mis en lumière la menace grandissante d'un autoritarisme exacerbée, du populisme extrémiste et de l'ingérence étrangère dans les démocraties à travers le monde. Nous dénonçons tout accord de « solution rapide » qui ignorerait les besoins de sécurité de l'Ukraine ou ouvrirait la voie à des arrangements économiques abusifs et à des configurations géopolitiques dangereuses. Ce qui se passe en Ukraine fixera la norme de la réponse de la communauté internationale face aux menaces impériales. L'Europe et tous les alliés démocratiques du monde doivent maintenir leur unité, en s'appuyant sur une défense robuste, une aide humanitaire efficace et une assistance sécuritaire coordonnée.

Notre engagement progressiste en faveur de la liberté, de la justice et d'une paix durable

L'Alliance progressiste défend résolument les principes de liberté, de justice et de démocratie. Nous appelons toutes les forces partageant ces valeurs à lutter contre la désinformation, à défendre les droits de l'homme et à protéger la souveraineté nationale. En solidarité avec le peuple ukrainien, nous déclarons : pas d'accords secrets, pas de fausse paix et aucun compromis sur la souveraineté. Seule une résolution globale et juste, qui respecte l'indépendance de l'Ukraine et la primauté du droit international, pourra jeter les bases d'un monde plus stable et démocratique.



CC BY-SA 4.0 / Wikimedia Commons

INTERNATIONALE DES FEMMES 2025

8 Mars 2025

En cette Journée internationale des femmes 2025, l'Alliance Progressiste exprime sa solidarité avec les femmes et les filles du monde entier. Nous répercutons aujourd'hui l'appel mondial urgent à Accélérer l'Action pour l'égalité de genre, en reconnaissant à la fois les conquêtes obtenues au prix de longs efforts et la réalité d'un progrès qui souvent stagne—voire recule—dans de nombreux endroits. Selon le Forum économique mondial, il pourrait falloir attendre 2158—environ cinq générations à partir d'aujourd'hui—pour atteindre la parité totale, ce qui souligne la nécessité d'une action à la fois collective et immédiate.

Un siècle de lutte des femmes—et tant de chemin reste à parcourir

Depuis la première Journée internationale des femmes en 1911, des générations de femmes et d'alliés ont œuvré sans relâche pour l'égalité des droits et des opportunités, remportant des

« Soutenons celles et ceux qui soutiennent, luttons contre le démantèlement de programmes essentiels, contestons la montée des discours antiféministes et reconquérons l'élan en faveur d'un progrès intersectionnel. »



avancées considérables. Pourtant, la montée des idéologies autoritaires, les reculs en matière de diversité et d'inclusion, la réduction des financements pour des programmes essentiels consacrés aux femmes et la sous-représentation de ces dernières dans les postes de leadership ne font qu'accroître l'urgence d'avancer plus vite. Nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre un siècle de plus pour assurer une égalité réelle.

Pourquoi nous devons #AccélérerLAction

1. Renforcer les organisations féministes

Soutenir celles et ceux qui soutiennent: L'une des manières les plus directes d'accélérer les progrès en faveur de l'égalité de genre consiste à soutenir celles et ceux qui en sont déjà les acteurs—des organisations féministes et inclusives de toutes tailles, offrant des services essentiels, un appui juridique, de l'éducation et du plaidoyer en faveur des femmes, des filles, des minorités de genre et en particulier des jeunes femmes. L'Alliance Progressiste invite chaque partenaire, parti membre et institution à intégrer un renforcement des ressources avec une approche intersectionnelle et transformatrice du genre dans les événements de la Journée internationale des femmes, afin que ceux qui se trouvent en première ligne de l'égalité—surtout lorsqu'ils œuvrent pour les plus marginalisés—reçoivent le soutien nécessaire.

Protéger les espaces sûrs: Nous devons faire face à la menace grandissante du harcèlement en ligne, de la désinformation misogyne et du rétrécissement de l'espace civique féministe. Soutenir celles et ceux qui soutiennent implique aussi de





défendre et d'étendre les plateformes sociales, numériques et communautaires qui préservent la sécurité des femmes et des filles.

2.Une approche féministe dans un contexte tumultueux

2026 et au-delà: Alors que se profilent des bouleversements politiques, économiques et technologiques, nous fondons nos réponses sur des principes féministes—en privilégiant le leadership des femmes dans l'élaboration des politiques d'adaptation climatique, de résolution de conflits, de santé équitable et de transformation numérique.

Politique étrangère et de développement féministe: Nous constatons qu'à l'échelle mondiale, les femmes—en particulier celles souffrant de formes croisées de marginalisation—sont touchées de manière disproportionnée par les crises. L'Alliance Progressiste exhorte chaque membre à adopter une approche de politique étrangère intégrant le genre, veillant à ce que les voix et les besoins des femmes soient au cœur de chaque table de négociation et de toute réponse humanitaire.

Focus sur les femmes vivant sous guerre et occupation: Les femmes qui vivent en contexte de guerre et d'occupation font face à des souffrances particulières et disproportionnées, ce qui en fait un enjeu majeur de droits humains. Outre les conséquences

générales d'un conflit—déplacements, pertes de moyens de subsistance et destruction d'infrastructures—elles subissent un risque accru de violences fondées sur le genre, d'exploitation et de fortes restrictions d'accès aux soins de santé, à l'éducation et à des besoins de base. L'effondrement des mécanismes de protection juridique et sociale aggrave leur vulnérabilité, les laissant avec peu de moyens de réclamer justice ou assistance. Dans de nombreux cas, elles doivent assumer seules la responsabilité d'assurer les ressources et les soins dans un environnement précaire, ce qui intensifie leur charge économique et psychologique.

Par ailleurs, protéger leur santé reproductive demeure un défi majeur dans les zones de conflit, avec un accès limité aux soins maternels et aux services de planification familiale, augmentant les risques de grossesses non désirées et de complications associées. Répondre aux besoins spécifiques des femmes dans de tels contextes n'est pas seulement une nécessité humanitaire, mais aussi un enjeu politique, car la participation des femmes aux négociations de paix est cruciale pour établir une stabilité durable. Au regard du droit international des droits humains et du droit humanitaire, assurer la protection des femmes en zones de conflit est une obligation fondamentale, souvent violée impunément. Prendre en compte les besoins des femmes en situation de guerre et d'occupation est donc un impératif moral et un élément clé de toute perspective de paix et de reconstruction à long terme.





3.Faire davantage de ce qui fonctionne, plus rapidement

Une action fondée sur des données probantes

Comme le rappelle la campagne pour la Journée internationale des femmes 2025, « Une des meilleures façons de promouvoir l'égalité des genres est de comprendre ce qui marche et de le faire plus, et plus vite. » Cela implique d'amplifier les bonnes pratiques—programmes de mentorat pour de futures leaders, budgets tenant compte des questions de genre ou encore politiques intersectionnelles traitant les injustices cumulées.

Approche intersectionnelle

Il nous faut démanteler les barrières systémiques qui affectent les femmes racisées, autochtones, LGBTIQ+, migrantes et réfugiées, en situation de handicap ou appartenant à d'autres groupes minorisés—pour qu'aucune ne soit laissée de côté.

4.Rehausser la participation politique des femmes

La participation des femmes à la vie politique constitue un pilier essentiel pour une gouvernance inclusive et un développement démocratique. Toutefois, elle reste entravée par des obstacles systémiques, des normes culturelles et des biais institutionnels. Malgré des progrès dans de nombreux pays, les femmes—including les plus jeunes—continuent à être confrontées à un accès limité aux postes de leadership, à la discrimination fondée sur le genre et à une sous-représentation dans les instances de décision. Garantir une

participation pleine et équitable des femmes en politique est indispensable pour élaborer des politiques adaptées à la diversité des besoins, promouvoir l'égalité de genre et renforcer les institutions démocratiques.

Atteindre cet objectif nécessite des réformes législatives, des programmes de renforcement des capacités et une évolution des normes culturelles pour remettre en cause les stéréotypes et soutenir le leadership féminin. Dans la mesure du possible, nous encourageons les partis membres à fixer des objectifs mesurables et à évaluer régulièrement les progrès réalisés. Lorsque les femmes s'engagent pleinement en politique, elles apportent des perspectives uniques, défendent des enjeux sociaux cruciaux et contribuent à une gouvernance plus efficace et sensible.

Mener le changement grâce au Plan d'action pour l'égalité de genre

Adopté lors de notre Convention Mondiale à Santiago en 2024, le Plan d'action pour l'égalité de genre de l'Alliance Progressiste nous met au défi de combler toutes les inégalités de genre d'ici 2030. Il s'articule autour de cinq piliers complémentaires :

Droits – Plaider pour des lois et des cadres juridiques forts contre la discrimination et la violence, y compris la santé et les droits sexuels et reproductifs.

Représentation – Garantir la participation pleine et égale des femmes aux processus politiques, aux postes de direction, dans les syndicats et la société civile. Fixer des objectifs et quotas clairs, et redéfinir le leadership selon des principes féministes d'empathie, d'équité et de décision collective.

Ressources – Promouvoir des budgets intégrant la dimension de genre, des salaires équitables, des congés familiaux payés et l'investissement dans l'économie du care, reconnaissant que la justice économique est un levier essentiel de l'autonomisation des femmes.

Intersectionnalité – S'attaquer aux obstacles qui découlent de la conjugaison du genre, de la race, de la classe, du handicap, de l'orientation sexuelle et d'autres identités.

Solidarité internationale – Nouer des alliances transfrontalières, partager les meilleures pratiques et coordonner les efforts politiques pour défendre les acquis féministes face aux remises en cause mondiales.

2025 est le moment idéal pour accélérer la mise en œuvre de ce Plan : partager des outils et des ressources, assurer le suivi des engagements en matière de diversité, d'équité et d'inclusion, et fortifier les institutions féministes locales pour qu'elles résistent aux vents contraires politiques et économiques. Dans les forums et conférences à venir, nous étudierons également de nouveaux objectifs chiffrés reflétant l'esprit de #AccélérerLAction—tels que des cibles de financement spécifiques, des guides de bonnes pratiques et des autoévaluations régulières pour renforcer la responsabilisation.

Passer des paroles aux actes

Partagez : Affichez votre solidarité en publiant les déclarations de votre parti ou





organisation, des photos, des propositions législatives et/ou des engagements. Inspirons-nous mutuellement afin d'accélérer le changement dans nos sphères d'influence.

Défendez des réformes politiques : Soutenez des lois sur l'égalité salariale, une représentation équitable au sein des parlements et des structures de parti, une protection renforcée contre le harcèlement en ligne et hors ligne, et l'intégration prioritaire du travail de care dans les politiques économiques.

Mettez en avant les réussites : Valorisez les réalisations locales ou régionales—campagnes ayant renforcé la présence des femmes dans les filières STEM, combattu les violences de genre ou fait progresser le leadership entrepreneurial féminin—pour que chaque victoire en inspire d'autres.

Avancer dans la solidarité

« En plaçant chaque campagne, chaque conférence et chaque action législative sous un prisme féministe, nous envoyons un message clair : la liberté, la justice et la solidarité demeurent incomplètes sans l'égalité pleine et entière entre les genres. »

Alors que nous accélérons vers un futur plus équitable, rappelons-nous que la Journée internationale des femmes appartient à toutes celles et ceux qui ont à cœur l'égalité femmes-hommes. Notre base est vaste : elle couvre plusieurs continents, différents régimes politiques et des contextes culturels variés. En reliant chaque campagne, conférence et projet législatif à une perspective féministe, nous affirmons avec force que la liberté, la justice et la solidarité ne seront complètes qu'à travers une égalité de genre accomplie.



Dans une époque de turbulences mondiales, la cohésion est plus indispensable que jamais. Ce 8 mars et toute l'année, nous appelons nos partenaires, militant·e·s et dirigeant·e·s de tous horizons à progresser ensemble. Soutenons celles et ceux qui défendent l'égalité, résistons aux réductions budgétaires qui menacent des programmes cruciaux, affrontons la rhétorique antiféministe grandissante et renouons avec l'élan d'un progrès intersectionnel.

Allez-vous nous aider à #AccélérerLAction ?

Lorsque les femmes avancent, c'est toute la communauté qui en bénéficie. En soutenant le Plan d'action pour l'égalité de genre de l'Alliance Progressiste—https://bit.ly/PlanGenderEquality—et en adoptant le thème de la #IWD2025 pour Accélérer l'Action, nous nous engageons à réécrire les principes d'engagement, afin que les droits et le leadership des femmes restent au premier plan—garantissant à chacun·e la possibilité de s'épanouir. Nous aligner sur ces démarches mondiales constitue pour nous une façon de participer à une dynamique multilatérale et solidaire visant à défendre les droits des femmes et des filles partout dans le monde.

Rejoignez-nous dans cette solidarité. Construisons un futur où les femmes et les filles vivent à l'abri de la discrimination, où leurs contributions et leur leadership sont reconnus à tous les niveaux, et où l'égalité de genre se concrétise pleinement.



DÉCLARATION SUR LE NICARAGUA

26 avril 2025

« L'Alliance progressiste exige la fin immédiate de la répression au Nicaragua et la libération inconditionnelle des 52 prisonniers politiques que le régime maintient en prison, violant leurs droits humains, civils et politiques. »

Au Nicaragua, après la réforme de la Constitution politique entrée en vigueur en février dernier, le pouvoir absolu s'est consolidé entre les mains de la dictature d'Ortega et Murillo. Les pouvoirs de l'État sont devenus de simples « organes » subordonnés à Daniel Ortega et à son épouse, Rosario Murillo, qui occupent désormais la « coprésidence ».

La violation des libertés fondamentales, la levée de l'interdiction de la torture et la légalisation de la déchéance de nationalité ne sont que quelques-unes des nouvelles dispositions de la Constitution, conçue pour servir le couple au pouvoir.

La concentration du pouvoir entre les mains d'une seule famille, comparable à une monarchie absolue, représente non seulement un grave recul constitutionnel pour le Nicaragua, mais constitue également un risque sérieux pour la stabilité régionale. Les liens de l'actuel gouvernement avec des régimes autoritaires en dehors de la région menacent la sécurité et la démocratie dans la région.

La répression n'a pas cessé depuis avril 2018, lorsque le peuple nicaraguayen s'est levé pacifiquement dans les rues pour exiger la démocratie, la justice et la liberté.

Au cours des sept dernières années, divers rapports d'organisations, dont les plus récents du Groupe d'experts des

Nations unies sur les droits de l'homme au Nicaragua (GHREN), ont largement documenté des cas d'arrestations arbitraires, de torture, de disparitions forcées, d'exécutions extrajudiciaires et de criminalisation de la dissidence politique.

Actuellement, plus de 52 personnes sont emprisonnées pour des raisons politiques, dont 13 sont portées disparues. Plus de 12 % de la population a émigré pour échapper à la violence de l'État, à la pauvreté et au manque d'opportunités, beaucoup d'entre eux vers les États-Unis, où ils sont maintenant confrontés à des mesures qui ignorent les causes de cette migration massive.

L'Alliance progressiste exige la fin immédiate de la répression au Nicaragua et la libération inconditionnelle des 52 prisonniers politiques que le régime maintient en prison, violant leurs droits humains, civils et politiques.

De même, elle demande aux pays d'accueil des migrants nicaraguayens de prendre en compte la situation politique au Nicaragua et d'établir des politiques d'accueil spécifiques pour cette population.

Nous exhortons les forces politiques démocratiques progressistes, les gouvernements du monde, l'Organisation des États américains (OEA), les institutions de l'Union européenne, les mouvements de solidarité et la communauté internationale à prendre les mesures nécessaires pour faciliter une transition démocratique et pacifique au Nicaragua.

Nous réitérons notre solidarité avec le parti UNAMOS et les forces progressistes et démocratiques du Nicaragua.



DÉCLARATION D'HYDERABAD: POUR UNE JUSTICE GLOBALE

26 avril 2025

« Ensemble, nous affronterons les injustices, forgerons une nouvelle ère de transformation, créerons un monde qui respecte les droits et les aspirations des travailleurs et garantirons une vie épanouie pour tous. »

Nous, représentants des forces progressistes ainsi que des mouvements sociaux-démocrates, socialistes et syndicaux du monde entier, réaffirmons notre engagement indéfectible en faveur des valeurs de liberté, d'égalité, de justice et de solidarité.

Ces idéaux constituent le fondement même du progrès durable et de la paix, pour les générations présentes et futures et pour notre planète.

Nous nous unissons et nous engageons à remédier à la crise multiple profonde à laquelle l'humanité est confrontée. Nous condamnons le terrorisme sous toutes ses formes, y compris celui perpétré par des nations qui soutiennent le terrorisme.

Les dirigeants d'extrême droite et les gouvernements autocratiques font dérailler la démocratie et limitent les libertés.

Ils sapent les institutions, ignorent les accords multilatéraux, répandent des mensonges, alimentent les divisions et s'attaquent aux progrès, en particulier en matière d'égalité des sexes et de droits civils.

Ces actions aggravent les inégalités, réduisent les acquis en matière de développement et alimentent encore davantage les urgences climatiques.

Nous soutenons les mouvements progressistes du monde entier qui sont réduits au silence.



Les gouvernements autocratiques utilisent la loi à mauvais escient pour cibler leurs détracteurs.

Les médias sociaux et traditionnels sont manipulés, et une surveillance intrusive est exercée à l'encontre des militants et des dissidents.

La remise en cause de l'État de droit et de la responsabilité publique favorise un environnement propice à l'abus de pouvoir et à la corruption.

Ces attaques croissantes contre la démocratie et la concentration du pouvoir entre les mains des forces conservatrices et d'extrême droite constituent une grave menace pour l'ordre international.

Nous reconnaissons les injustices persistantes, en particulier celles qui touchent les pays du Sud, et nous nous engageons à remodeler un ordre mondial équitable, inclusif et réactif.

Nous sommes préoccupés par les conflits persistants, les déplacements forcés et la brutalité à l'égard des minorités, y compris les migrants et les réfugiés. Nous condamnons les attaques contre des peuples souverains et l'atteinte à leurs autorités étatiques légitimes.

Nous nous opposons à toutes les formes d'asservissement, de mesures coloniales et de violence, y compris les mesures coercitives unilatérales, les sanctions et les droits de douane qui violent les principes du droit international, qu'elles soient perpétrées par une nation contre une autre ou par un peuple contre un autre.

Nous affirmons que la paix est bien plus que la simple absence de guerre : elle nécessite des conditions de sécurité économique et sociale, une stabilité démocratique, la reconnaissance des injustices historiques, la vérité et la réconciliation, la non-ingérence dans les affaires intérieures des États-nations, ainsi que le respect et l'application du droit international.

Nous nous engageons à résoudre les injustices économiques qui ont aggravé les fractures sociales, favorisé la précarité et affaibli les institutions étatiques et la souveraineté économique.

Nous rejetons les structures politiques et financières qui permettent les monopoles d'entreprises non réglementés, le capitalisme de copinage, les monnaies numériques non

contrôlées, la pratique corrompue de la séquestration de richesses dans des paradis fiscaux et la diminution des investissements dans les systèmes sociaux et de protection sociale.

Nous sommes déterminés à lutter contre l'aggravation de la crise climatique, dont les effets néfastes continuent de mettre en péril les conditions de vie de plus de 3 milliards de personnes dans les régions les plus vulnérables de la planète.

Nous maintiendrons le consensus mondial sur la lutte contre le changement climatique malgré les désaccords émergents. Nous sommes unis pour forger des partenariats afin de défendre la justice mondiale comme un impératif fondamental en ces temps difficiles.

La cause de la justice mondiale est le fil conducteur qui relie ces multiples défis et les solutions que nous proposons.

Elle réaffirme que tous les domaines d'influence publique et politique, des systèmes économiques à la gouvernance numérique, doivent être restructurés afin de garantir l'équité, la responsabilité et la protection des droits humains et de la dignité.

En réformant les institutions internationales, en démantelant les systèmes d'exploitation et en mettant en œuvre des politiques progressistes, nous pouvons instaurer la justice dans tous les domaines de notre existence collective.

Les forces progressistes s'engagent à forger un monde multilatéral, juste et durable.
Nous mobiliserons les forces politiques sur la base de principes universels, d'intérêts légitimes et du droit international. Nous honorerons les griefs historiques et placerons l'humanité, et non le capital, au centre de la gouvernance.

Nous nous associons à différentes forces nationales et internationales pour mettre en œuvre des programmes progressistes.

En reconnaissance des valeurs universelles défendues par les combattants de la liberté et les démocrates en Inde et dans le monde entier : Maitreya (solidarité), Ahimsa (non-violence), Satya (vérité), Nyay (justice) et Vasudhaiva Kutumbakam (un monde unique grâce à la coopération internationale) — notre mouvement s'engage résolument en faveur de politiques progressistes qui garantissent la justice mondiale : 1. Remodeler le paradigme économique
a. Transformer les systèmes économiques afin de promouvoir l'équité et l'égalité des chances, d'améliorer le



niveau de vie, de protéger les personnes vulnérables et d'éradiquer la pauvreté générationnelle.
b. Maintenir une fiscalité progressive, y compris l'impôt sur la fortune, afin d'assurer une redistribution équitable et de renforcer les systèmes de protection sociale.
c. Forger un accord économique équilibré qui donne la priorité à des politiques commerciales équitables, au contrôle démocratique des ressources et à une mondialisation qui profite à toutes les nations.
d. Promouvoir le contrôle social et la surveillance publique afin de garantir que toutes les infrastructures vitales, telles que l'alimentation, l'eau, l'énergie, la santé, l'éducation, le logement, la technologie et les systèmes d'information numériques, soient gérées efficacement au profit des travailleurs.
2. Promouvoir la justice environnementale
a. Soutenir les mesures qui protègent les droits écologiques – en reconnaissant comme un droit humain fondamental l'accès à un environnement sain, notamment à un air pur, à l'eau et à la biodiversité – qui protègent les États vulnérables au climat, les communautés autochtones et les réfugiés climatiques.
b. Plaider en faveur d'un Pacte vert mondial qui garantisse une transition juste pour les travailleurs et les communautés, en harmonisant la restructuration économique avec la durabilité environnementale.
c. Accélérer la réponse à la crise climatique en réduisant les émissions mondiales de carbone grâce à la transformation des systèmes énergétiques et à l'investissement dans des mesures d'adaptation au climat dans tous les pays, y compris le soutien aux pays en développement avec des technologies durables.



3. Œuvrer pour l'égalité des sexes et l'inclusion sociale
a. Promouvoir des politiques transformatrices en matière d'égalité des sexes par le biais de quotas de représentation, d'initiatives favorisant le leadership, d'un soutien ciblé aux femmes et aux personnes LGBTQ+ en situation de crise, et d'une budgétisation sensible au genre.
b. Œuvrer pour réduire les inégalités entre les sexes dans tous les secteurs de la société, en garantissant l'égalité des droits et des chances pour tous.
c. Protéger les femmes, les personnes LGBTQ+ et les minorités contre les attaques misogynes, discriminatoires et violentes dans les espaces publics, privés et numériques.

4. Défendre la démocratie et la justice sociale
a. Continuer à protéger les institutions démocratiques, notamment la presse indépendante, les universités,

les tribunaux et les organismes civiques, contre les attaques des forces conservatrices et d'extrême droite qui discréditent et privent de financement les organismes publics.
b. Exiger que les régimes autoritaires rendent des comptes pour les abus de pouvoir et les violations des droits humains.
c. Exiger des protections constitutionnelles pour les partis d'opposition et les militants confrontés à des attaques concertées de la part de populistes autocratiques.
d. Lutter contre l'utilisation des plateformes numériques comme armes pour propager la haine, la xénophobie, la violence et la désinformation grâce à des réformes globales de la gouvernance numérique, notamment des lois strictes sur la protection des données et des accords internationaux visant à réglementer la diffusion de fausses informations, à protéger la vie privée, à garantir l'intégrité des élections et à établir un code de conduite contre la désinformation.

5. Œuvrer pour la paix et la sécurité humaine
a. Adhérer à des politiques qui protègent les droits inaliénables de tous les peuples, favorisent la sécurité humaine dans les conflits et donnent la priorité à la diplomatie, à la médiation des conflits, à la justice transitionnelle et à la reconstruction après les guerres.
b. Reconnaître le droit des peuples à la paix et à la protection contre toutes les formes de violence, et condamner l'agression territoriale et l'expansionnisme.
c. Soutenir les commissions vérité et réconciliation dotées de pouvoirs judiciaires et de mécanismes de réparation pour remédier aux injustices historiques et actuelles.

6. Réformer les institutions mondiales
a. Démocratiser les institutions multilatérales en réformant le Conseil de sécurité des Nations unies et en renforçant le système des Nations unies dans le plein respect du droit international.
b. Forger un nouveau cadre de coopération internationale qui rétablisse l'équilibre des pouvoirs mondiaux et assure une représentation plus équitable des pays du Sud et des économies émergentes.
c. Soutenir un pacte pour l'avenir qui garantisse que les systèmes de gouvernance mondiale sont adaptés aux réalités actuelles, notamment en



matière de développement durable, de paix et de sécurité, d'innovation et de jeunesse.

Le sens profond de la justice qui anime les forces progressistes sous-tend les alternatives que nous proposons en ces temps critiques. C'est cette conscience et ce travail en faveur de la justice qui nous distinguent et guident notre chemin vers un avenir où la vérité et l'équité prévaudront.

En honorant ces engagements, nous renforcerons notre capacité collective à rajeunir le courant démocratique dominant et à transformer les institutions, tant locales que mondiales.

Nous sommes unis aux forces progressistes du monde entier – partis, syndicats, organisations de la société civile et militants – dans notre quête de justice mondiale.

Ensemble, nous affronterons les injustices, forgerons une nouvelle ère de transformation, créerons un monde qui respecte les droits et les aspirations des travailleurs et garantirons une vie épanouie pour tous.



COP 30 EN AMAZONIE : JUSTICE CLIMATIQUE ET TRANSITION JUSTE COMME VOIES D'AVENIR

19 septembre 2025

« La COP 30 en Amazonie doit être retenue comme le sommet qui a ravivé l'espoir dans le monde, jeté les bases d'une nouvelle économie verte et réaffirmé la centralité de la justice climatique et de la transition juste. »

La crise climatique n'est pas un phénomène environnemental isolé. Elle est le symptôme le plus visible d'un modèle économique non soutenable qui privilégie le profit à court terme au détriment de la protection de la vie, entraînant une hausse des inégalités et la menace d'un effondrement écologique. Même face aux réactions politiques et aux crises géopolitiques concomitantes qui risquent de reléguer l'action climatique au second plan, toute solution crédible et efficace doit s'attaquer à cette racine structurelle, en reconnaissant l'interconnexion des crises et la nécessité de les traiter conjointement. Le coût du retard ou de l'inaction sera dévastateur: des millions de personnes, en particulier dans les pays les plus pauvres, seront condamnées à des catastrophes environnementales, sociales et économiques.

Nous reconnaissons toutefois que les transformations de fond nécessaires pour réorienter nos économies et nos sociétés ne sont pas sans coûts. La transition vers un modèle durable affectera des communautés qui dépendent encore d'industries polluantes et destructrices, notamment dans le Sud global. Dans ce contexte, une transition juste ne consiste pas uniquement à remplacer les mix énergétiques; elle exige aussi de garantir des conditions dignes pour les personnes les plus touchées, comme les travailleurs et les communautés en première ligne, en offrant de véritables alternatives d'adaptation et d'intégration dans un nouveau modèle de développement durable. Toute trajectoire vers une économie verte doit être inclusive et solidaire, en veillant à ce que les peuples, les travailleurs et les communautés soient des partenaires à part

entière du processus de changement. De plus, celles et ceux qui ont le moins sont aussi les plus exposés aux conséquences de la crise climatique. D'où la centralité de la justice climatique: celles et ceux qui subissent le plus la crise tout en y ayant le moins contribué doivent bénéficier d'un appui pour se protéger et préserver leurs moyens de subsistance. Les pays historiquement les plus pollueurs ont une responsabilité accrue d'apporter des ressources, des financements et des transferts de technologies permettant aux autres d'avancer en matière d'atténuation et d'adaptation dans des conditions équitables.

C'est dans ce contexte que la COP 30, qui se tiendra en 2025 dans l'Amazonie brésilienne, revêt une dimension historique et symbolique. La forêt amazonienne est un patrimoine du Brésil, mais elle constitue également un élément vital pour l'équilibre climatique mondial. En accueillant le sommet dans cette région, le monde reconnaît l'importance stratégique de l'Amazonie et la nécessité de placer au centre les voix de celles et ceux qui y vivent et œuvrent pour préserver ce biome. Tenir la conférence en Amazonie signifie mettre au cœur des négociations non seulement la science et les objectifs mondiaux, mais aussi les savoirs et l'expérience vécue des peuples autochtones et des populations traditionnelles, dont les contributions sont indispensables à la construction d'un modèle économique véritablement durable.

L'Alliance progressiste, qui rassemble plus de 120 partis, organisations et mouvements politiques dans le monde, réaffirme son engagement en faveur des résultats obtenus lors des précédentes Conférences des Parties (COP), en particulier les avancées et propositions de la COP 21 à Paris en 2015. À cette occasion historique, 195 Parties ont signé l'Accord de Paris, premier traité juridiquement contraignant de lutte contre le réchauffement climatique, s'engageant à limiter l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5–2 °C audessus des niveaux préindustriels. Cet accord a constitué un jalon universel pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre et l'adaptation au changement climatique. Nous réaffirmons que sa mise en œuvre intégrale est une condition indispensable à la survie des générations présentes et futures. Nous prenons également note du Consensus des Émirats arabes unis adopté à la COP28 de Dubaï, qui appelle à une transition hors des combustibles fossiles dans les systèmes énergétiques d'une manière juste, ordonnée et équitable, ainsi qu'à tripler la capacité mondiale en énergies renouvelables et à doubler, d'ici 2030, le rythme annuel moyen d'amélioration de l'efficacité énergétique.



Nous devons toutefois reconnaître que les instruments prévus par l'Accord de Paris, tout indispensables qu'ils soient, ne suffisent pas à faire face à l'urgence climatique actuelle. La fragmentation géopolitique croissante a aggravé la crise du multilatéralisme et affaibli la capacité des négociations internationales à produire des actions décisives. Dans ce

contexte, nous devons être prêts à promouvoir des mécanismes et des instruments complémentaires allant au-delà du cadre existant. La défense des acquis des COP demeure essentielle, mais progresser suppose aussi des initiatives capables de mobiliser ressources, engagements et redevabilité, même lorsque l'unanimité fait défaut. La COP 30 doit donc être à la fois une réaffirmation de l'esprit de Paris et une étape vers une architecture climatique mondiale plus large, plus résiliente et plus réactive.

Ainsi, la COP 30 en Amazonie doit marquer l'ouverture d'un nouveau pacte mondial, qui pose les fondations d'un véritable **Nouveau Pacte Vert mondial** allant au-delà d'un seul traité. Ce pacte élargi doit s'appuyer sur des mécanismes robustes: investissements à grande échelle dans la finance, les infrastructures et la technologie; mise en place de systèmes habilitants pour la recherche, la science, la technologie et l'innovation; et cadres de redevabilité renforcés pour que les responsables des émissions assument leur juste part des coûts. Les initiatives régionales et nationales doivent compléter les initiatives mondiales, afin de bâtir une architecture de l'action climatique plus résiliente et plus dynamique. Les solutions fondamentales impliquent de refaçonner l'économie mondiale vers une croissance durable, de réduire la pollution, de protéger la vie et la nature, et d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

L'Alliance progressiste formule les appels à l'action suivants pour la COP 30 en Amazonie :

- Nous appelons les pays à renforcer les mécanismes de justice climatique, notamment à financer intégralement et à rendre opérationnel le Fonds pour pertes et dommages, afin que les communautés touchées puissent se relever sans sacrifier d'autres besoins de développement.
- Nous appelons les gouvernements à passer des engagements généraux à des calendriers concrets de sortie des combustibles fossiles, avec des feuilles de route claires, associées à des programmes solides de transition juste offrant protection et perspectives aux travailleurs et aux communautés concernées.
- Nous appelons la communauté internationale à accroître de manière significative des financements climatiques prévisibles, accessibles et équitables, y compris par des mesures réduisant le coût du capital et améliorant l'accès, afin que les pays puissent atteindre leurs objectifs nationaux et mondiaux d'atténuation et d'adaptation, en cohérence avec l'Accord de Paris et une trajectoire de neutralité carbone d'ici 2050.
- Nous appelons toutes les Parties à accélérer le partage des technologies vertes essentielles. La transition énergétique et industrielle mondiale ne réussira pas sans un large accès aux technologies d'énergies renouvelables, aux solutions de stockage et aux pratiques agricoles et industrielles résilientes au climat. La coopération internationale doit prioriser le transfert de technologies, le renforcement des capacités et l'accès ouvert aux innovations permettant au Sud global de franchir des étapes vers une économie durable.
- Nous plaidons pour la création de cadres engageant la responsabilité des industries et des États polluants face aux urgences climatiques.
- Nous appelons les partis politiques progressistes, démocrates et écologistes, les mouvements sociaux, le mouvement syndical et la société civile à s'unir pour contrerles discours négationnistes de l'extrême droite surle climat.
- Nous invitons les forces progressistes à élaborer des stratégies innovantes venant compléter les négociations multilatérales, qui peuvent inclure des pactes climatiques régionaux, la coopération transfrontalière et de nouveaux mécanismes de redevabilité ne dépendant pas exclusivement du consensus mondial mais se complétant pour accélérer les progrès.

Répondre à ces appels exige de l'audace. Nous avons besoin de politiques innovantes et d'une volonté politique qui associent engagement environnemental, leadership et inclusion sociale, et qui mobilisent la force de la coopération internationale. Il revient aux progressistes d'articuler une stratégie commune allant au-delà de la COP 30, afin de consolider un front mondial capable de faire de la transition juste une réalité et non une simple promesse.

La COP 30 en Amazonie doit être retenue comme le sommet qui a ravivé l'espoir dans le

monde, jeté les bases d'une nouvelle économie verte et réaffirmé la centralité de la justice climatique et de la transition juste. C'est une occasion unique de montrer que l'avenir peut se construire depuis la plus grande forêt tropicale de la planète, dans l'unité des peuples, où la lutte pour la vie et le climat se conjugue avec la défense de la démocratie, de la diversité culturelle et des droits humains, tout en faisant face au négationnisme et à l'obstructionnisme climatiques de l'extrême droite qui sapent l'action fondée sur la science. Le défi est immense, mais aussi historique: faire de l'Amazonie la scène où s'ouvre un nouveau consensus mondial, afin que la lutte contre la crise climatique se traduise par la dignité pour tous les peuples et par la durabilité pour les générations futures.



DÉCLARATION DE L'ALLIANCE PROGRESSISTE : SOLUTIONS POLITIQUES POUR UNE PAIX JUSTE EN PALESTINE ET AU MOYEN-ORIENT

19 septembre 2025

Rappelant les Principes et le Cadre de l'Alliance progressiste pour la paix en Palestine et au Moyen-Orient (Santiago, 6 octobre 2024), nous réaffirmons un cessez-le-feu immédiat, la protection des civils, ainsi qu'une aide humanitaire et une reconstruction sûres et sans entrave à Gaza. Nous rejetons tout déplacement forcé et réaffirmons notre engagement en faveur d'une voie politique, en vertu du droit international, vers une solution à deux États sur les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem pour capitale de l'État de Palestine et la Cisjordanie et Gaza comme une seule unité territoriale.

Le monde assiste à une crise humanitaire inacceptable et à une escalade de la situation sécuritaire au Moyen-Orient. L'espoir d'une coexistence pacifique des peuples de la région nous pousse à nous unir dans une action coordonnée fondée sur des principes. En tant que progressistes, nous nous engageons en faveur de solutions politiques à ces conflits qui s'aggravent et tendons la main, dans le respect et la coopération, pour tracer une voie pacifique et juste. Nous exprimons notre profonde préoccupation et exigeons une action immédiate et sans entrave en réponse à la



déclaration de famine de l'ONU à Gaza. Nous soutenons également la position de différents pays contre les déplacements et un plan coordonné et inclusif pour la reconstruction de Gaza. Pour traduire ces engagements en actions, nous définissons les priorités suivantes pour des mesures politiques, juridiques et économiques coordonnées.

Mettre fin à la guerre

- Exiger un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel et mettre fin aux tueries et à la famine à Gaza, dans le plein respect de l'ordonnance de mesures conservatoires de la CIJ (26 janvier 2024) dans l'affaire en cours devant la Cour internationale de Justice relative à l'Application de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide dans la bande de Gaza (Afrique du Sud c. Israël), introduite le 29 décembre 2023. Nous appelons à la libération inconditionnelle des otages et au plein respect du droit international humanitaire.
- Cesser d'alimenter la guerre en mettant fin aux transferts et ventes d'armes pour des opérations en violation du droit international.
- Appliquer une pression internationale effective, y compris au moyen de mesures commerciales et économiques, sur Israël jusqu'au respect du droit international.

Ouvrir la voie à une paix juste

- Mettre en œuvre les décisions de la Cour internationale de Justice relatives à la fin de l'occupation israélienne et coopérer avec la Cour pénale internationale, y compris pour l'exécution des mandats d'arrêt



- Faire respecter les décisions de l'ONU et prendre les mesures appropriées au sein de l'ONU face au non-respect persistant par Israël, y compris des étapes visant à assurer la mise en œuvre de la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le droit au retour.
- Condamner les efforts visant à bloquer la représentation palestinienne à l'ONU — y compris l'interdiction imposée par l'administration des ÉtatsUnis au président Mahmoud Abbas et à sa délégation, en violation de l'Accord relatif au Siège de l'ONU.

Reconnaître la Palestine

- Avancer et prendre des mesures en vue de la reconnaissance de l'État de Palestine dans les frontières de 1967, avec Jérusalem pour capitale ; soutenir l'adhésion de la Palestine à l'ONU ; reconnaître le statut d'occupation et garantir le droit au retour des réfugiés.
- Saluer la Déclaration de New York sur le règlement pacifique de la Question de Palestine et la mise en œuvre de la solution à deux États ; et saluer les annonces des États qui avancent la reconnaissance de l'État de Palestine.

Respecter la souveraineté kurde et arabe

- Désamorcer les tensions au Liban par le respect total de la souveraineté libanaise et le retrait des forces israéliennes du sud du Liban, avec un cessez-le-feu vérifié et la mise en œuvre intégrale des résolutions existantes de l'ONU.
- Respecter la souveraineté de la Syrie en mettant fin aux violations, en se retirant des territoires syriens occupés conformément aux décisions du Conseil de sécurité de l'ONU et en sauvegardant l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie.
- Faire progresser une paix durable en abordant la question kurde par des solutions démocratiques fondées sur les droits, ancrées dans l'égalité et un dialogue inclusif.

À ce carrefour, nous unissons les mouvements démocratiques autour de solutions politiques qui mettent fin aux conflits et protègent les civils. Guidés par notre Cadre de paix de Santiago, nous nous engageons à transformer ces étapes en protections concrètes pour les populations — grâce à des partenariats durables, une diplomatie de principes et une action coordonnée dans tout notre réseau. Nous appelons toutes celles et tous ceux qui partagent ces objectifs à utiliser tous les instruments diplomatiques, juridiques et économiques disponibles pour garantir une paix juste.



ENGAGEMENT PROGRESSISTE EN FAVEUR DES DROITS DES FEMMES ET DE LEUR PLEINE PARTICIPATION À LA VIE POLITIQUE

19 septembre 2025

« Il est aujourd'hui urgent de transformer les engagements en actions concrètes, en veillant à ce que les ressources parviennent aux femmes et aux filles les plus touchées. »

L'Alliance progressiste des Amériques est vraiment préoccupée par les nombreux problèmes qui touchent les femmes en Amérique latine, comme leur faible représentation dans les postes politiques, les différentes formes de violence de genre (numérique, économique, politique, sexuelle, etc.) et leur vulnérabilité particulière dans les situations de conflit et d'autoritarisme, comme en Haïti, au Nicaragua et au Venezuela. On dénonce aussi la privation injuste de liberté des femmes emprisonnées pour des raisons politiques et on demande leur libération immédiate.

Même si dans certains pays, comme la Bolivie, le Mexique et le Costa Rica, on a vu des progrès dans la participation politique avec plus de femmes dans des postes élus, il y a toujours des barrières structurelles qui limitent leur accès aux espaces de décision et leur capacité d'influence. L'absence de politiques publiques efficaces en matière d'égalité des sexes et d'équité, ainsi que la persistance des stéréotypes culturels, restent des obstacles urgents à surmonter pour parvenir à une représentation véritablement équitable.

En ce qui concerne les différentes formes de violence, la violence sexiste en ligne et les discours de haine se sont imposés comme l'une des formes les plus répandues et les plus diffusées, en particulier parmi les jeunes. Cette violation porte atteinte à la dignité, au bienêtre et à la participation des femmes à la vie publique. Des cas survenus dans des pays comme l'Argentine et la Colombie montrent comment le

harcèlement numérique et les menaces sur les réseaux sociaux ont réduit au silence des voix importantes dans les sphères politique et sociale.

Face à cette situation, il est super important que les États adoptent des cadres réglementaires solides qui sanctionnent tous les types de violence, tout en développant des politiques globales axées sur le genre qui s'attaquent à la pauvreté et aux inégalités qui touchent les femmes et les filles. Ces politiques doivent garantir une protection, une inclusion et des opportunités réelles qui renforcent leur autonomie économique et leur pleine capacité à exercer leurs droits, contribuant ainsi au développement de nos sociétés.

L'Alliance réaffirme l'engagement des forces progressistes de la région à promouvoir et à garantir les droits humains des femmes et des filles, en encourageant la création d'espaces sûrs qui permettent le développement de leurs capacités et leur pleine participation dans tous les domaines sociaux, politiques et économiques. Dans ce sens, on demande aux gouvernements latino-américains de mettre en place des politiques globales pour inverser les progrès insuffisants et le recul inquiétant en matière de droits des femmes, qui se traduisent par la masculinisation de la politique, la violence persistante, la surcharge de travail non rémunéré, l'exclusion des espaces de pouvoir et le manque de ressources pour les politiques axées sur le genre.

Il est aujourd'hui urgent de transformer les engagements en actions concrètes, en veillant à ce que les ressources parviennent aux femmes et aux filles les plus touchées. En tant que forces progressistes, nous appelons nos gouvernements et nos partis à donner la priorité au financement de politiques publiques et d'investissements tenant compte de la dimension de genre, qui renforcent le leadership féminin et garantissent un environnement exempt de violence. Ce n'est que grâce à un effort commun, soutenu et engagé qu'il sera possible de garantir un avenir dans lequel les femmes exerceront pleinement leurs droits et contribueront de manière décisive au développement social, politique et économique de nos nations.




Equipo de
Equidad de
Género

RÉSOLUTION SUR LE RECUL DÉMOCRATIQUE ET LA PERSÉCUTION POLITIQUE EN THAÏLANDE

19 septembre 2025

L'Alliance progressiste exprime sa profonde préoccupation face à la persécution politique continue de 44 anciens députés du parti dissous Move Forward Party (MFP) en Thaïlande, qui continue de menacer la démocratie, les droits humains et la liberté d'expression dans le pays. Nous rappelons que le Move Forward Party de Thaïlande, autrefois membre de l'Alliance progressiste, a été évincé du pouvoir, avec ses députés élus, dans le but de supprimer une opposition plus large à l'establishment politique profondément enraciné du pays.

Le 10 février 2021, au plus fort des manifestations prodémocratiques en Thaïlande, Pita Limjaroenrat, alors dirigeant du MFP, et 43 autres députés ont soumis une proposition visant à amender l'article 112 du Code pénal — la loi sur le crime de lèse-majesté. Cette initiative visait à aligner l'article 112 sur les normes internationales relatives aux droits humains et à corriger la sévérité disproportionnée des peines prévues par la loi existante, qui impose un minimum de trois ans de prison en cas de condamnation, tout en maintenant le respect de la monarchie. Cette initiative est rapidement devenue la cible d'une persécution politique qui dure depuis plusieurs années.

Le 7 août 2024, la Cour constitutionnelle de Thaïlande a ordonné la dissolution du MFP, le parti ayant remporté le plus grand nombre de sièges aux élections générales de 2023 , avec le soutien de plus de 14 millions d'électeurs, au motif que ses actions constituaient « une tentative de renverser le système démocratique avec le roi comme chef de l'État ». La Cour a imposé une interdiction politique de dix ans au chef du parti, Pita Limjaroenrat, ainsi qu'à d'autres anciens dirigeants du parti, et leur a interdit de plaider pour une réforme de l'article 112 en dehors du Parlement.

Aujourd'hui, la Commission nationale anticorruption (NACC) poursuit son enquête contre ces 44 anciens députés, les menaçant d'interdictions à vie de toute activité politique pour l'exercice de leurs fonctions parlementaires et leur défense de la liberté d'expression. Cette mesure réduirait au silence les

élus siégeant au Parlement et priverait effectivement des millions d'électeurs thaïlandais de représentation.

L'Alliance progressiste :

- Dénonce la poursuite de la persécution politique des 44 anciens députés du MFP dissous, dont 25 siègent actuellement au Parlement sous le Parti du Peuple, et appelle les autorités thaïlandaises à cesser immédiatement le harcèlement judiciaire, les enquêtes disproportionnées et les poursuites à motivation politique visant ces représentants.
- Réaffirme le droit à la liberté d'expression et au débat parlementaire, et exhorte la Thaïlande à respecter ses engagements en vertu de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), en garantissant que les initiatives législatives et les débats parlementaires ne puissent pas servir de fondement à des poursuites pénales.
- Appelle l'ASEAN à dialoguer de manière constructive avec les autorités thaïlandaises afin de défendre les valeurs démocratiques, protéger les libertés politiques et renforcer la stabilité régionale. Elle souligne que la répression continue du pluralisme politique en Thaïlande sape non seulement l'intégrité démocratique du pays, mais pose également des risques plus larges pour la stabilité régionale de l'ASEAN, l'état de droit et les efforts collectifs en faveur de la démocratie et des droits humains. En tant que membre fondateur de l'ASEAN et acteur géoéconomique et géopolitique clé, le recul démocratique de la Thaïlande crée un précédent dangereux susceptible d'encourager d'autres acteurs autoritaires dans la région, de favoriser de nouvelles restrictions aux libertés civiles dans les pays voisins et d'éroder la crédibilité de l'ASEAN dans le respect de ses principes déclarés en matière de démocratie, de droits humains et de gouvernance inclusive.

- Demande la protection du pluralisme politique et de l'intégrité parlementaire, en soulignant que l'essence de la démocratie réside dans la libre concurrence entre partis et points de vue. Elle insiste sur le fait qu'aucun parti politique ne doit être dissous ou interdit pour avoir exercé un débat démocratique légitime, et avertit que l'exclusion de députés affaiblit le fonctionnement du Parlement, érode la confiance publique et risque de déstabiliser les institutions démocratiques thaïlandaises.
- Exprime sa préoccupation face au risque d'interdictions à vie imposées aux députés pour l'exercice de leurs fonctions législatives, qui constituent un abus de pouvoir d'enquête, et exhorte la Commission nationale anticorruption à garantir le respect du droit à un procès équitable par des procédures transparentes, justes et impartiales. Elle appelle les autorités et les institutions judiciaires thaïlandaises à respecter les principes de l'état de droit et de la séparation des pouvoirs, en veillant à ce que les procédures judiciaires restent indépendantes et ne soient pas utilisées comme outils de répression politique.
- Invite les alliés démocratiques et les organisations de défense des droits humains à suivre de près la situation politique en Thaïlande, à fournir un soutien technique aux réformes démocratiques et à encourager un dialogue politique inclusif qui protège le pluralisme.
- Reconnaît le rôle essentiel de la société civile thaïlandaise, des mouvements de jeunesse, d'étudiants et de femmes dans la défense de la démocratie et des droits humains, et appelle les autorités thaïlandaises à respecter et protéger leurs droits à la manifestation pacifique et à la participation politique. Elle souligne que l'égalité des genres, l'autonomisation des jeunes et la participation politique des femmes sont des éléments essentiels pour bâtir un système véritablement inclusif et démocratique.




PROGRESSIVE
ALLIANCE

L'ALLIANCE PROGRESSISTE DÉNONCE LA RÉPRESSION TRANSNATIONALE ET LES CRIMES COMMIS DANS LES PRISONS DE LA DICTATURE ORTEGA-MURILLO AU NICARAGUA

19 septembre 2025

« Le pouvoir totalitaire et dynastique d'une seule famille constitue un grave recul pour le Nicaragua et une menace sérieuse pour la stabilité et la démocratie dans la région. »

L'Alliance progressiste dénonce devant l'opinion publique internationale que la dictature Ortega-Murillo au Nicaragua a étendu son bras répressif au-delà des frontières nationales. L'assassinat du major à la retraite Roberto Samcam, le 19 juin, à son domicile de San José (Costa Rica), où il vivait en exil depuis 2018, constitue l'expression la plus grave de cette répression transnationale.

Il y a eu au moins trois attaques antérieures contre des figures de l'opposition nicaraguayenne, dont l'une mortelle, visant Rodolfo Rojas, également enlevé au Costa Rica, où il s'était réfugié, et dont le corps a ensuite été retrouvé au Honduras.

Parallèlement, la répression à l'intérieur du Nicaragua se poursuit et vise désormais aussi des partisans du régime. Cela intervient dans le contexte de la crise que traverse la dictature au sujet de la succession de Daniel Ortega.

Le nombre total de prisonniers politiques dépasse soixante-dix (70), et plus de trente (30) d'entre eux sont portés disparus. L'état d'urgence perdure, dans lequel toutes les libertés ont été violées et où l'enlèvement de citoyens est quotidien. Le 25 août, on a signalé le décès en prison de Mauricio Alonso Petrie, enlevé le 18 juillet de cette année. Le 29 du même mois, Carlos Cárdenas, enlevé le 17 juillet,

est décédé dans des circonstances similaires. Avec eux, ce sont désormaissept prisonniers politiques décédés sous la garde du régime. En février 2022, Hugo Torres, vice-président d'UNAMOS, est décédé dans des conditions analogues, et en mai 2019, Eddy Montes a été assassiné en prison. Santos Flores en 2021 et José Modesto Solís en décembre 2023 sont également morts en tant que prisonniers politiques. Humberto Ortega, ancien chef de l'armée, est décédé en septembre 2024, l'hôpital faisant office de prison.

Les réformes constitutionnelles récemment intervenues, à la suite de la réforme générale de février de cette année, ne représentent qu'une concentration accrue du pouvoir au profit de la famille Ortega-Murillo, cherchant ainsi à légitimer leur dictature.

L'Alliance progressiste dénonce une nouvelle fois que le pouvoir totalitaire et dynastique d'une seule famille constitue un grave recul pour le Nicaragua et une menace sérieuse pour la stabilité et la démocratie dans la région, son enracinement s'inscrivant dans la vague autoritaire qui progresse dans nos pays.

L'Alliance progressiste :

- Exige la libération de tous les prisonniers politiques au Nicaragua. Exige que le régime nicaraguayen cesse a répression, rétablisse les libertés et droits civils et garantisse le retour sûr des exilés et des personnes expulsées.
- Appelle les gouvernements progressistes à appliquer des mesures politiques, diplomatiques et financières visant à faire pression sur la dictature Ortega-Murillo pour instaurer le respect des droits humains et une transition vers la démocratie.
- Appelle l'ensemble des forces progressistes à travers le monde à renforcer leur soutien aux forces démocratiques et progressistes ainsi qu'au peuple nicaraguayen dans sa lutte pour la démocratie, l'État de droit et le respect de la dignité humaine.

RÉSOLUTION SUR LA SITUATION EN RÉPUBLIQUE KIRGHIZE

19 septembre 2025

L'Alliance progressiste exprime sa profonde préoccupation face aux conclusions de la Human Rights Measurement Initiative (HRMI), de Human Rights Watch (HRW) et d'autres organismes internationaux de renom, selon lesquelles les sociaux-démocrates au Kirghizistan sont victimes d'une persécution systématique en raison de leurs opinions politiques et sont exposés à un risque accru de menaces, d'attaques et de restrictions illégales. De plus, l'Alliance partage la position énoncée dans la Stratégie de l'Union européenne pour l'Asie centrale, qui reconnaît que les sociaux-démocrates sont devenus des victimes de répression politique, et soutient l'appel stratégique de l'UE à mettre immédiatement fin à cette persécution.

Nous condamnons le verdict du tribunal dans l'affaire de Koy-Tash, utilisé comme instrument de représailles politiques contre les membres actifs du Parti social-démocrate du Kirghizistan. Compte tenu de la gravité des allégations relatives aux événements des 7 et 8 août 2019, nous appelons à une enquête indépendante et impartiale, avec un rapport public complet et des mécanismes de responsabilité, conformément aux obligations internationales du Kirghizistan en matière de droits humains.

L'Alliance progressiste réaffirme sa position concernant l'affaire de Temirlan Sultanbekov et des sociaux-démocrates, en notant que les autorités du Kirghizistan entravent la liberté d'expression et de réunion, et recourent à



des tactiques qui empêchent la participation de l'opposition au processus électoral, notamment l'exclusion de candidats d'opposition, les arrestations illégales, les procès à huis clos et l'adoption de lois permettant des élections non compétitives. Ces mesures constituent une violation directe des obligations internationales du Kirghizistan et ont sapé la confiance publique, comme en témoigne le taux de participation historiquement bas de 17 % aux élections de novembre 2024.

Nous sommes profondément préoccupés par la détérioration rapide de la situation des droits humains et des libertés dans le pays, puisque de 2022 à 2025, le Kirghizistan est passé de la 72e à la 144e place dans l'Indice de la liberté de la presse de Reporters sans frontières (RSF), et occupe désormais la 148e place dans l'Indice de perception de la corruption de Transparency International.

L'Alliance progressiste appelle les autorités de la République kirghize à :

- Garantir un procès public et ouvert dans l'affaire de Temirlan Sultanbekov et des sociaux-démocrates, avec diffusion obligatoire conformément à la législation nationale ;
- Lever immédiatement les restrictions à la liberté de mouvement de Temirlan Sultanbekov,en garantissant sa capacité à exercer ses fonctions de service public, et annuler également les interdictions illégales imposées à d'autres sociaux-démocrates ; Rétablir le fonctionnement des médias indépendants et mettre fin à la pratique consistant à les fermer sur la base de motifs fabriqués ;
- Soutenir des missions politiques au Kirghizistan afin d'enquêter sur les événements liés à Koy-Tash, sur le dossier électoral des sociauxdémocrates et sur la dégradation des droits humains et des libertés fondamentales.

L'Alliance progressiste exprime sa pleine solidarité avec les sociauxdémocrates et tous les citoyens du Kirghizistan qui défendent la démocratie et la justice.



DÉCLARATION SUR LES CONDITIONS D'ÉLECTIONS PACIFIQUES EN HAÏTI

19 septembre 2025

« Les conditions actuelles de violence, dominées par les actions de groupes armés, rendent impossible le rétablissement de l'ordre institutionnel et la tenue d'élections libres et sûres sans le soutien ferme de la communauté internationale. »

Depuis l'Alliance progressiste mondiale, en défense de nos principes démocratiques et du respect des droits humains, nous exprimons notre profonde préoccupation face à la grave crise politique, humanitaire et sécuritaire que traverse Haïti.

Nous reconnaissons le courage du peuple haïtien et ses aspirations légitimes à vivre dans la paix et la démocratie, mais nous réaffirmons que les conditions actuelles de violence, dominées par les actions de groupes armés, rendent impossible le rétablissement de l'ordre institutionnel et la tenue d'élections libres et sûres sans le soutien ferme de la communauté internationale.

À cet égard, nous soutenons les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies et, en particulier, le déploiement de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) en Haïti. Nous appelons les États membres et les organisations multilatérales à intensifier leurs efforts et leurs engagements pour garantir le succès de cette mission, qui représente la seule voie réaliste pour neutraliser les actions criminelles des bandes armées et rétablir les conditions minimales de sécurité et de gouvernance.

Nous réaffirmons que seuls les Haïtiens eux-mêmes peuvent décider de leur avenir, mais que ce processus démocratique ne sera possible qu'avec la coopération effective de la communauté internationale, qui doit agir de manière décisive pour soutenir le peuple haïtien dans la reconstruction de ses institutions, la relance économique et la protection des droits humains.

La stabilité d'Haïti est essentielle non seulement pour ses citoyens, mais aussi pour la paix, la sécurité et le développement durable de toute la région, qui continuera à plaider pour des solutions multilatérales, responsables et durables.

RÉSOLUTION SUR LA GUERRE CIVILE ET LES ÉLECTIONS ILLÉGITIMES AU MYANMAR

19 septembre 2025

Face à l'annonce par la junte militaire du Myanmar d'élections générales en pleine guerre civile et répression généralisée, l'Alliance progressiste (AP) réaffirme sa solidarité indéfectible avec le peuple du Myanmar, le mouvement démocratique, les partis politiques ethniques démocratiques et le Gouvernement d'unité nationale (NUG) dans leur lutte pour la démocratie, les droits humains et une paix durable. Depuis le coup d'État illégal du 1er février 2021, le Tatmadaw, les forces armées du Myanmar, a illégalement pris le pouvoir, commettant de graves violations du droit international humanitaire et de la Déclaration universelle des droits de l'homme, laissant des milliers de civils morts, des dizaines de milliers arrêtés, des milliers de détenus décédés en détention à la suite d'abus systématiques et des millions de personnes déplacées de leurs foyers.

Dans ces conditions, toute élection organisée par le Tatmadaw est illégitime, conçue uniquement pour consolider la domination militaire et priver le peuple du Myanmar de son avenir démocratique légitime.

À cet égard, l'Alliance progressiste :

- Condamne les élections factices prévues et dénonce toute élection organisée par le Tatmadaw comme nulle, invalide et antidémocratique selon le droit international et la Constitution du Myanmar de 2008.
- Exige un cessez-le-feu national immédiat et appelle le Tatmadaw à mettre fin à toutes les hostilités, à cesser les frappes aériennes indiscriminées et à engager un dialogue politique inclusif entre toutes les parties afin de mettre fin au conflit armé.
- Appelle à un accès humanitaire sans entraves et exhorte la junte à permettre aux agences humanitaires internationales, aux ONG et aux opérations transfrontalières un accès complet et sûr aux populations déplacées internes, notamment dans les zones frontalières, afin d'assurer la fourniture de nourriture, de médicaments et d'abris. Appelle également le gouvernement de la Thaïlande et les autres pays voisins à faciliter les couloirs humanitaires et à permettre la livraison de l'aide.
- Exige la libération immédiate de tous les prisonniers politiques et condamne les arrestations massives de dirigeants politiques, d'activistes, de journalistes et de citoyens

ordinaires qui sapent les fondements mêmes de la démocratie. Leur libération immédiate est donc une condition préalable à toute élection authentique.

- Réaffirme les droits de toutes les minorités ethniques et religieuses persécutées au Myanmar et souligne que la responsabilité pour les crimes commis contre elles, y compris les atrocités de 2017, doit rester une priorité pour la communauté internationale.
- Réaffirme la légitimité des résultats des élections générales de 2020 et reconnaît le mandat confié à la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) par plus de 18 millions d'électeurs, déclarant que le rétablissement d'un gouvernement démocratique est essentiel à la stabilité.
- Reconnaît que la lutte démocratique du Myanmar repose sur une large coalition de forces, y compris les partis politiques ethniques, les organisations de résistance ethniques, la société civile ainsi que les mouvements de jeunesse et de femmes. Une paix et une démocratie durables ne peuvent être atteintes que par un dialogue inclusif garantissant la participation politique et les droits de toutes les nationalités ethniques du Myanmar.
- Appelle à la tenue d'élections transparentes, inclusives et crédibles et exhorte à la création d'une commission électorale indépendante garantissant la participation égale et inclusive de tous les partis politiques, la liberté d'expression, de réunion et de la presse, ainsi que la présence d'observateurs électoraux internationaux pour assurer la transparence et la légitimité.
- Appelle la communauté internationale, l'ASEAN, l'Union européenne, les Nations unies et tous les partenaires démocratiques à rejeter la reconnaissance de toute élection organisée par la junte, à renforcer les sanctions ciblées contre la direction du Tatmadaw et à fournir un soutien humanitaire et technique aux mouvements démocratiques du Myanmar, y compris aux partis politiques, aux organisations de la société civile et aux initiatives locales engagées dans la restauration de la démocratie.
- Souligne le rôle crucial des femmes dans le mouvement démocratique du Myanmar, tant dans la société civile que dans la direction politique, et appelle à la pleine égalité des genres et à la participation des femmes à tous les processus démocratiques, conformément aux normes internationales des droits humains.
- Exhorte la communauté internationale à fournir non seulement une aide humanitaire, mais aussi un soutien à long terme à la démocratie, aux médias libres, aux syndicats et aux organisations de base. Appelle également à intensifier les efforts internationaux visant à enquêter et à poursuivre les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par la junte.

L'Alliance progressiste se tient fermement aux côtés du peuple du Myanmar dans sa lutte pour la liberté, la dignité et la démocratie. Nous appelons tous les partenaires régionaux et internationaux à se joindre à nous pour rejeter ces élections factices et soutenir le rétablissement d'un gouvernement démocratique au Myanmar.



Photo: Ninjastikers / CC BY-SA 4.0 / Wikimedia Commons

LIER ET ÉLARGIR LES MEMBRES ASSOCIÉS ET LES THINK TANKS

19 septembre 2025

Contexte : Aujourd'hui, le monde est à la croisée des chemins, alors que la démocratie est détournée, pays après pays, par des autocrates populistes. Parallèlement, les lois, normes et institutions qui soutiennent l'ordre international libéral sont méthodiquement perturbées. Cette situation est en partie facilitée par la collusion active des forces de droite qui, avec l'extrême droite depuis 15 ans, consolident un « axe idéologique international » en construisant de puissants réseaux tels que l'IDU, la Heritage Foundation et le Mouvement. Ces réseaux forment activement de jeunes politiciens, fabriquent le consentement, instrumentalisent les diasporas et apportent un soutien financier et stratégique aux candidats de droite dans le monde entier.

Face à cela, il est urgent pour le mouvement progressiste de s'organiser sur le plan normatif, organisationnel et programmatique pour contribuer à façonner un nouvel ordre mondial. À cette fin, un réseau mondial de think tanks et de fondations politiques est en cours de création, avec le soutien de l'Our World Institute, afin de proposer des alternatives politiques inspirantes, forger de nouveaux partenariats, restructurer les institutions et systèmes existants, actualiser les méthodes opérationnelles et déployer des innovations disruptives pour reconquérir le centre.

Propositions initiales

Pour initier ce processus, les étapes suivantes, issues des réunions de think tanks à Hyderabad en avril 2025 et à Buenos Aires en septembre 2025, sont proposées :

1.Établir des liens, consulter et élaborer un plan d'action et des mécanismes de coordination–coopération–action avec les membres associés, les think tanks et les institutions partenaires existantes de l'Alliance Progressiste, ainsi qu'avec d'autres instituts partageant les mêmes valeurs, afin de renforcer la coopération transnationale entre progressistes et démocrates.

2.Créer un institut basé en Inde (nom provisoire : Our World : Global Progressive Institute) qui servira de secrétariat de coordination entre les think tanks progressistes, les fondations politiques et les dirigeants, dans le but de contrer la droite. Cet institut incubera des alternatives politiques innovantes et orientées vers l'action, des récits progressistes, un centre de renforcement des capacités pour les valeurs/projets

progressistes, un centre de renforcement des capacités pour les valeurs/projets progressistes, ainsi que des investissements durables.

3.Mettre en place un réseau régional de think tanks dans chaque région, de fondations politiques et d'autres organisations liées à l'Alliance Progressiste et/ou promouvant les valeurs progressistes.

4.Élaborer un plan d'action stratégique pour cet institut en réunissant des parties prenantes de haut niveau, composées de dirigeants de différents continents et d'experts sectoriels.

5.Organiser le prochain Sommet Bharat, prévu en Inde en 2026, en tant que plateforme mondiale pour les décideurs politiques progressistes, les penseurs, les activistes et les organisations engagés pour un ordre mondial démocratique et équitable.

Composantes proposées pour l'institut / plateforme de coordination

1.Alternatives politiques et élaboration de récits : Élaborer des notes et documents de politiques fondés sur des données probantes, mettre en valeur les réussites des gouvernements progressistes, organiser des échanges et des événements. Cela inclura des rapports et dialogues sur le Rapport annuel sur l'état du progressisme mondial, ainsi que des notes d'analyse et documents de travail destinés aux gouvernements. Soutien également à l'organisation ou l'échange de sommets thématiques entre les think tanks des partis politiques.

2.Unité d'intelligence progressiste et plateforme numérique : Surveiller la désinformation, les campagnes et les réseaux de droite ; produire des stratégies de réponse rapide et des évaluations de risques. Mettre en place un système sécurisé et partagé pour une communication coordonnée, un échange rapide d'informations et des campagnes transfrontalières. Podcasts, bulletins d'information et contenus multimédias pourront être explorés pour toucher un large public. Créer un réseau solide de départements communication/réseaux sociaux des partis progressistes et de leurs think tanks.

3.Renforcement des capacités : Former les partis progressistes (notamment dans le Sud global) à la campagne numérique, à la levée de fonds, à l'engagement avec les diasporas, à la communication stratégique et au renforcement organisationnel.

4.Sommet Bharat : Sommet mondial annuel rassemblant décideurs progressistes, intellectuels, universitaires, acteurs de la société civile et dirigeants d'entreprise, organisé par cette plateforme de coordination des think tanks.

Cadre institutionnel proposé

1.Conseil de direction, chargé de la définition de l'agenda. 2.Conseil exécutif, responsable de la planification mondiale, de la coordination et de la conduite des projets transnationaux. 3.Réseau de think tanks, de fondations politiques et d'institutions progressistes, rattachés à l'Institut à travers des groupes de travail thématiques. 4.Conseil d'administration, chargé du soutien juridique et institutionnel en Inde. 5.Équipe opérationnelle / Secrétariat, basée en Inde.



POUR LA DÉMOCRATIE ET L'INTERNATIONALISME : UN APPEL PROGRESSISTE AU DÉBAT COLLECTIF ET À L'ACTION POLITIQUE

19 septembre 2025

Introduction : La démocratie en danger

Le monde se trouve à un carrefour historique. Pendant des décennies, la démocratie représentait un horizon partagé, avec des institutions garantissant les libertés politiques, les droits sociaux et un minimum d'équité dans la répartition des ressources et des opportunités. Aujourd'hui, cette promesse s'effrite. Les projets d'extrême droite et autoritaires contestent la valeur même de la démocratie. Dans de nombreux pays, elle subsiste formellement – élections, parlements, constitutions – mais elle perd sa substance. Le pluralisme s'affaiblit, les contre-pouvoirs sont neutralisés et les droits des plus vulnérables sont restreints au nom de la « sécurité », de « l'identité nationale » ou de la « croissance ». Selon V-Dem, plus de 70 % de la population mondiale vit désormais sous des régimes autoritaires ou hybrides, constituant une « troisième vague d'autocratisation » qui touche le Nord comme le Sud. Notre devoir est double : stopper l'avancée autoritaire et renouveler la démocratie afin qu'elle garantisse de nouveau la liberté, l'égalité et la justice.

La vague autoritaire et l'extrême droite

L'extrême droite agit de manière transnationale, partageant ses manuels, ses financements et ses récits. Dans les Amériques, le trumpisme et le bolsonarisme ont banalisé le mensonge systématique et délégitimé les élections. En Argentine, Milei combine un discours ultralibéral et antisystème avec des pratiques autoritaires. En Hongrie, les autorités ont vidé l'État de droit de sa substance et capturé les institutions. En Inde, les minorités subissent persécutions politiques et religieuses, tandis que la société civile est étroitement contrôlée. Dans plusieurs pays d'Europe, des courants néofascistes et ultranationalistes sont passés des marges au gouvernement, instrumentalisant les peurs liées aux migrations. Leur boîte à outils est constante : délégitimer les institutions, polariser par la désinformation, désigner des minorités comme boucs émissaires, mobiliser la « tradition » pour réduire les droits des femmes et des personnes LGBTQI+, et s'aligner sur les intérêts oligarchiques en quête de dérégulation et de contrôle des ressources. Il en résulte des démocraties illibérales qui conservent les élections mais vident le pluralisme et la justice de leur substance.

Le statu quo qui alimente la crise

La croissance de l'extrême droite se nourrit d'échecs structurels : des décennies de néolibéralisme ont concentré les richesses et affaibli les États ; la précarité sociale et l'angoisse identitaire ont préparé les opinions publiques à la xénophobie ; la pandémie a creusé les inégalités et la méfiance ; les guerres et les tensions entre grandes puissances justifient la militarisation et l'état d'urgence permanent ; les plateformes numériques amplifient la haine tout en accumulant un pouvoir sans contrôle ; et la crise climatique provoque des déplacements auxquels on répond par des frontières toujours plus dures, tandis que le négationnisme retarde la transition. Nommer ces causes profondes est une condition préalable pour combattre les symptômes.

Résister avec des forces progressistes

La démocratie survit partout où les peuples s'organisent. En Amérique latine, les mouvements féministes et pour la diversité font progresser les droits ; les communautés autochtones et paysannes défendent les biens communs. En Afrique, une génération connectée lutte contre la corruption et pour la justice climatique. En Asie, des mouvements démocratiques résistent à la répression militaire et ultranationaliste. En Europe et en Amérique du Nord, de larges coalitions s'opposent au racisme, à l'autoritarisme numérique et aux reculs sociaux. Ces luttes maintiennent la démocratie vivante dans les rues, les écoles, les parlements, les communautés et en ligne.

Agenda stratégique pour les mouvements progressistes

1) Démocratie politique

- Institutions indépendantes : Des cours de justice, instances électorales et organes de contrôle libres de toute capture par l'exécutif.
- Protection de l'opposition démocratique : Garanties constitutionnelles et légales reconnaissant les partis d'opposition comme piliers essentiels de la démocratie.
- Instruments participatifs : Consultations, référendums, budgets participatifs pour compléter la représentation.
- Transparence numérique : Réguler les grandes plateformes, exiger la responsabilité algorithmique, protéger la vie privée et assurer le pluralisme en ligne.

2) Justice économique

- Au-delà du néolibéralisme : Des économies mixtes où l'État garantit les droits et où la société civile participe aux décisions.
- Fiscalité progressive : Impôts équitables sur les grandes fortunes, successions et multinationales pour financer santé, éducation et transition verte juste.
- Travail décent : Négociation collective, salaires vitaux, protection sociale universelle.
- Transition numérique équitable : Réduire la fracture numérique ; protéger les travailleurs face à l'IA et aux plateformes ; garantir la voix des travailleurs.
- Nouvelle architecture financière : Réformer les institutions mondiales pour renforcer la voix du Sud global et réduire la dépendance vis-à-vis du FMI et de la Banque mondiale.

3) Droits sociaux et de genre

- Universels: Santé, éducation, retraites et soins comme droits universels avec un accès gratuit et de qualité.
- Égalité et parité : Représentation équilibrée, filières de leadership, tolérance zéro pour les violences basées sur le genre, y compris en ligne.
- DSSR : Sauvegarder les droits sexuels et reproductifs et l'autonomie corporelle.
- Économie du care : Reconnaître, réduire et redistribuer le travail de soin non rémunéré ; investir dans les services de garde et les congés payés ; adopter une budgétisation sensible au genre.
- Inclusion : Lever les barrières intersectionnelles pesant sur les groupes marginalisés, y compris les personnes LGBTQI+ et les minorités de genre.

4) Justice environnementale et climatique

- Droit à un environnement sain : L'inscrire dans la loi et le rendre justiciable.
- Transition juste : Énergies renouvelables publiques et communautaires, sans « monopoles verts », avec protections pour les travailleurs et communautés concernées.
- Principe pollueur-payeur : Financer l'adaptation et la justice climatique en priorité pour les plus vulnérables.
- Protéger les biens communs : L'eau, les forêts, les minerais et la biodiversité sous contrôle démocratique et social, et non sous logique extractiviste.

5) Coopération internationale solidaire

- Pour un mouvement et un ordre mondial porteurs de prospérité partagée et de paix : Prévenir les guerres et traiter les conflits en cours en privilégiant la diplomatie, les cessez-le-feu et la protection des civils.
- Internationalisme progressiste : Reconstituer les réseaux entre partis, syndicats, think tanks, mouvements féministes, LGBTQI+, environnementaux et de jeunesse.

- Gouvernance mondiale démocratique : Réformer l'ONU, le FMI, l'OMC et d'autres institutions multilatérales pour répondre aux crises actuelles et rééquilibrer la représentation Nord–Sud.
- Dialogue Nord–Sud et coopération régionale fondée sur les valeurs : Reconnaître les injustices historiques – colonialisme, esclavage, dette, dégradation environnementale – ; œuvrer à des réparations équitables ; reconstruire la confiance et la coopération entre les peuples ; promouvoir une intégration régionale qui privilégie démocratie, droits, solidarité et durabilité plutôt que logiques de marché transactionnelles.

Œuvrer pour une alternative mondiale

L'extrême droite propose de fausses certitudes d'ordre fondées sur l'exclusion et la violence. Les progressistes doivent offrir un espoir crédible : un monde plus juste, plus démocratique et durable, porté par une volonté politique renouvelée et une coopération large. Nous avons besoin d'un nouveau pacte démocratique mondial centré sur la dignité humaine et l'internationalisme. Cela implique de réécrire les règles de l'économie internationale, de démocratiser le pouvoir numérique et technologique, de reconnaître les droits environnementaux et autochtones comme piliers de la durabilité, de construire une protection sociale universelle et de rendre l'égalité de genre structurelle et non accessoire. Les crises ont historiquement ouvert des horizons démocratiques. Voici venu notre moment.

Un appel au débat collectif et à l'action politique

La démocratie est menacée, mais elle peut être renouvelée et approfondie. L'extrême droite avance grâce à la coordination transnationale, aux financements des grandes entreprises et aux discours de haine ; notre réponse doit être la coopération, la solidarité et l'internationalisme progressiste. Il ne s'agit pas d'un programme fermé mais d'une invitation à un processus commun, dans nos réunions, nos rues, nos écoles, nos institutions, partout où la démocratie est menacée.

La question urgente est la suivante : Comment transformer la résistance en un projet mondial de renouveau démocratique capable de garantir la dignité, l'égalité et la liberté pour toutes et tous ? La réponse ne viendra pas d'un seul parti ni d'une seule région, mais de la construction collective de mouvements progressistes à travers le monde. Voilà notre défi et notre opportunité historique.



RÉUNIONS DU COMITÉ FINANCIER ET DU PRÉSIDIUM

Nous avons conclu l'année en réunissant deux organes statutaires de l'Alliance progressiste — le Comité financier et le Présidium — afin de renforcer les mécanismes de gestion organisationnelle et de redevabilité, de faire le point sur les avancées de l'Alliance, de répondre aux défis par un leadership coordonné et de consolider la coopération entre les continents.

RÉUNION DU COMITÉ FINANCIER

28 novembre 2025, Berlin

Le Comité financier de l'Alliance progressiste s'est réuni à Berlin afin de remplir ses responsabilités statutaires en préparation des prochaines délibérations du Conseil. La réunion a permis d'examiner la situation financière de l'Alliance pour la période 2024–2025 et d'évaluer les priorités pour la phase de travail suivante.

Le Comité a analysé la documentation financière présentée par la Coordinatrice mondiale, y compris le rapport financier audité couvrant la période d'octobre 2024 à novembre 2025. Les échanges ont porté sur l'évolution générale des finances, les contributions des membres et les dépenses liées aux activités politiques, aux échanges de réseau et aux structures de gouvernance.

Le Comité a également examiné les implications financières des activités prévues pour la période 2026–2027 et a préparé des lignes directrices financières à soumettre au Conseil, y compris les questions relatives aux cotisations annuelles ordinaires, conformément aux statuts de l'Alliance progressiste. Par ce travail, le Comité financier a contribué au renforcement de la transparence, d'une gestion financière rigoureuse et de la continuité institutionnelle au sein de l'Alliance.



RÉUNION DU PRÉSIDIUM

19 décembre 2025, Berlin

L'Alliance progressiste a tenu la réunion de son présidium, réunissant des dirigeants politiques progressistes de toutes les régions à un moment de profonde tension mondiale. Organisée par le Parti social-démocrate allemand et son leader Lars Klingbeil à la Willy-Brandt-Haus, la réunion s'est concentrée sur les évaluations politiques communes, les priorités stratégiques et la manière dont les progressistes peuvent s'organiser collectivement dans un monde marqué par les conflits, les inégalités et l'érosion démocratique.

Alors que l'extrême droite s'internationalise et que les politiques autoritaires gagnent du terrain, les progressistes ne peuvent pas réagir de manière isolée. Le présidium renforce la capacité de l'Alliance à agir politiquement au-delà des frontières, en harmonisant le leadership, en affinant les positions communes et en définissant une orientation internationale fondée sur la démocratie, la justice sociale et la paix. Les discussions ont également porté sur la manière de renforcer davantage l'Alliance progressiste en tant que plateforme mondiale et pertinente pour la coopération politique et l'action commune.

Le Présidium a approuvé le programme de travail 2026-2027, fixant comme priorités le renforcement d'un leadership politique visible, le renforcement des campagnes progressistes, l'approfondissement de la coop-

« En période de fortes tensions mondiales, les progressistes ne peuvent agir seuls. Renforcer la coopération et élaborer des positions communes est indispensable pour répondre efficacement aux défis internationaux actuels et approfondir les liens qui unissent notre mouvement. »

Lars Klingbeil
Président du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) et membre du Présidium de l'Alliance progressiste

ération transfrontalière et la promotion de solutions communes en matière de démocratie, de justice ociale, de paix et de sécurité, de justice climatique et d'égalité des sexes. Ces priorités visent à traduire les valeurs communes en une action politique coordonnée et à



renforcer la capacité de l'Alliance à répondre efficacement aux défis mondiaux.

Le présidium ancrage l'engagement de l'Alliance à agir ensemble là où cela compte le plus, lorsque la démocratie est sous pression et que la solidarité doit se traduire par une action politique collective.




PROGRESSIVE
ALLIANCE
Progressive Alliance
Presidium Meeting
19 December 2025 – Berlin, Germany
SPD



L'ALLIANCE PROGRESSISTE

L'Alliance progressiste est une association de partis progressistes, sociauxdémocrates, socialistes et travaillistes, ainsi que d'organisations et de réseaux politiques. Elle cherche à collaborer avec d'autres organisations progressistes, des syndicats, des groupes de réflexion, des fondations et des organisations non gouvernementales (ONG).

Notre plateforme relie les dirigeants politiques et les organisations du monde entier, facilitant la formulation de réponses progressives, collectives et coordonnées aux défis politiques mondiaux. Nous échangeons des informations et des expériences sur les campagnes électorales, les initiatives politiques et les idées. Ce faisant, nous visons à renforcer les organisations de partis, à soutenir les campagnes internationales, à améliorerles réseaux régionaux et à promouvoirles actions de solidarité.

En tant qu'organisation mondiale, nous défendons la liberté, la justice et la solidarité.

PROGRESSIVE ALLIANCE
ALLIANCE PROGRESSISTE
ALIANZA PROGRESISTA